

La mèche de la révolte sera-t-elle allumée ?

P7

Jamaâ

El Moâtassim



Le choix du concret

P4

Wafa Assurance sous la loupe d'un ex-dirigeant

Des dommages et des sinistres

Dans une série de témoignages bien fouillés et experts, un ancien cadre de la compagnie a révélé la face cachée du management à la Ramsès Arroub. Il en ressort un détricotage progressif des acquis de leader du marché sur fond d'une gestion à la tronçonneuse des ressources humaines. Une marche vers l'abîme à pas assurés ?



Ramsès Arroub, président de Wafa Assurance.

P6

L'entretien -à peine- fictif de la semaine

Abdelmajid Tebboune

Je dénonce la solidarité arabe contre l'Algérie



P16

Confus DE CANARD

L'Europe sans gazpoutine

P2

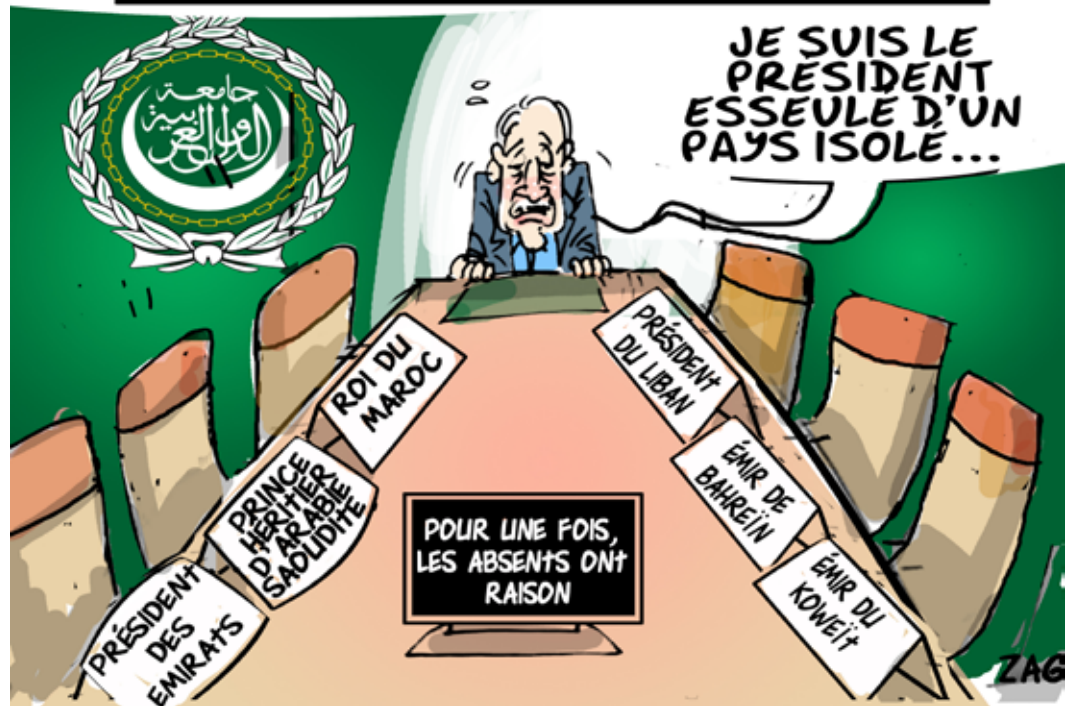


Chasse aux trésors

Ces charlatans qui jouent aux Indiana Jones...

P8

SOMMET ARABE D'ALGER SANS LES CHEFS D'ETAT ARABES



Fiscalité des robes noires



Lekjaa ne s'en fisc pas !

P5



Confus de **CANARD**



Abdellah Chankou

L'Europe sans gazpoutine

La guerre russe en Ukraine qui se prolonge porte-elle en elles les germes d'une accélération de l'implosion de l'Union européenne ? Les signes de cette dislocation potentielle, à l'image de l'ex-URSS, sont de plus en plus visibles. Il a suffi que le tsar russe coupe les robinets à l'UE pour que les économies de ses membres soient profondément déstabilisées comme jamais. Ce qui montre que les livraisons russes de ce produit hautement stratégique étaient un facteur essentiel de prospérité de l'UE et de compétitivité de ses secteurs industriels notamment l'Allemagne qui a tout misé sur le gaz de Poutine. Quel retournement spectaculaire de conjoncture et surtout d'Histoire !

Après avoir affiché un front uni contre la Russie dans la foulée de l'invasion de l'Ukraine en votant des paquets successifs de sanctions économiques, l'Europe des 27 a aujourd'hui du mal à garder sa cohésion. Les fissures se multiplient sur fond de divergences de fond.

Résultat : elle parle de moins en moins d'une seule voix face aux divisions qui s'accumulent, montent crescendo, s'accroissent et inquiètent le camp des pro-européens tout en apportant de l'eau au moulin des eurosceptiques. En clair, la météo géopolitique dans cette partie du monde est porteuse de menaces grandissantes. Pour s'être laissée entraîner par l'attitude belliciste de Washington sans trop mesurer les conséquences désastreuses de cet alignement aveugle sur sa propre stabilité politique et économique, l'UE s'est retrouvée au cœur d'une grosse tempête qui commence à tout détruire sur son passage. A commencer par ce climat de concorde plus ou moins fragile qu'elle a jusqu'ici réussi, malgré les antagonismes, à instaurer entre ses membres. Dernier épisode de tension en date, la brouille entre l'Allemagne et la France, considérées comme la locomotive de l'UE, sur une série de sujets stratégiques où le gaz occupe une place prépondérante, vient assombrir davantage l'horizon des 27. Quand le moteur fait des ratés, n'y a-t-il pas lieu à craindre pour l'ensemble de la machine tant la solidarité européenne est mise à mal par la tentation forte du cavalier seul de l'Allemagne qui représente le dynamo de l'Europe ? Le chancelier Olaf Scholz a fait débloquer en effet dans le dos de Bruxelles un plan de soutien massif

de 100 milliards d'euros pour sauver le tissu industriel de son pays d'une faillite menaçante à cause de l'envolée des prix du gaz et gommer les effets de l'inflation galopante sur les prix pour la population. Ce qui n'était pas du goût de la France de Macron qui attendait des dirigeants allemands de jouer collectif comme l'avait fait Angela Merkel dans la gestion de la pandémie. Ce qui a permis au Vieux continent, le plus durement frappé par la crise sanitaire, de vaincre le coronavirus au prix du recours massif à la planche à billets via le rachat de la dette des États par la Banque centrale européenne.

Du côté des peuples de l'Union, la situation ne se présente guère sous de meilleurs auspices. Les ressources de la patience populaire semblent avoir été épuisées après la mobilisation des premiers jours pour accueillir les réfugiés ukrainiens. Place désormais à l'exaspération. Face à la vie chère qui érode leur pouvoir d'achat au-delà du supportable, les citoyens européens commencent depuis quelques semaines à donner de la voix et à battre le pavé en France, en Espagne mais aussi au Portugal. Un vent de révolte a soufflé dans les opinions publiques européennes après que ces dernières ont remarqué que les sanctions économiques anti-Poutine se sont plutôt retournées contre le citoyen-consommateur en faisant tout flamber. Avec comme conséquence une inflation de 10% en moyenne dans la zone euro qui frappe de plein fouet les classes moyennes et défavorisées pendant que la Russie de Poutine semble ne pas être affectée par les paquets de mesures de rétorsion votées par Bruxelles.

En envahissant l'Ukraine, Vladimir Poutine cherche-t-il à détruire l'Europe comme le répètent à l'envi depuis le début des hostilités certains observateurs ukrainiens relayés par les médias européens ? Une chose est sûre : les 27 ont été entraînés malgré eux dans une guerre d'usure économique dont l'onde de choc a été mondialisée. L'Ukraine que l'UE a choisi de soutenir en matière d'armement beaucoup moins que les Américains plutôt que d'entrer directement dans le conflit prend de plus l'allure d'un immense purgatoire.

L'UE s'est construite dans la prospérité, l'abondance et la paix. Saura-t-elle résister aux épreuves de force et de feu imposées par le maître du Kremlin ?

Après avoir affiché un front uni contre la Russie dans la foulée de l'invasion de l'Ukraine en votant des paquets successifs de sanctions économiques, l'Europe des 27 a aujourd'hui du mal à garder sa cohésion.



Côté BASSE-COUR



LES RETRAITÉS RÉCLAMENT UNE REVALORISATION DE LEURS PENSIONS

J'AI UNE RETRAITE DE MISÈRE QUI A CAUSE DE L'INFLATION NE SUFFIT PAS À ME NOURRIR...

TU AURAIS DU ÊTRE DÉPUTÉ, MON VIEUX...



ZAG

« Le pétrole vert » marocain attise les convoitises...

Le Maroc futur puissance hydrogénique ? Ce n'est pas un vœu pieux, c'est une réalité qui a toutes les chances de se concrétiser. Le Conseil mondial de l'énergie avait classé le Maroc parmi les cinq pays à plus grand potentiel pour la production et l'exportation du « pétrole vert ».

Le Royaume, qui peut satisfaire à terme 4% des besoins du marché international, attire déjà les convoitises des puissances notamment l'Allemagne qui nourrit de grands projets dans ce domaine. Et voilà que le magnat indien Gautam Adani, quatrième fortune mondiale, affiche sa volonté d'investir plusieurs milliards de dollars dans un mégaprojet d'énergies renouvelables et des installations pour produire de l'hydrogène. Avec comme ambition affichée de produire 10 gigawatts et fournir de l'électricité verte aux pays européens, selon Bloomberg. D'après ce média américain, le chantier colossal du milliardaire indien dont la fortune a été évaluée à 137,4 milliards de dollars américains selon



Gautam Adani.

l'indice Bloomberg intéresse grandement le groupe OCP qui ambitionne d'introduire de l'hydrogène dans son processus industriel comme ressource générant de l'ammoniac sans carbone. Le projet de budget 2023 mentionne l'hydrogène et son potentiel non négligeable en intégrant cette « orientation future » dans le rapport économique qui l'accompagne, en rappelant la hausse continue de la facture énergétique qui pèse lourd sur le budget de l'Etat mais aussi et surtout sur le revenu des automobilistes qui paient de plus en plus cher leur plein.

Touche pas au PRIX CLIMAT SOCIAL EXPLOSIIF..



Beurgeois GENTLEMAN

Débandade de l'abondance et érection de la Sous France (4)

Il y a une dizaine d'années, en 2012, Martine et Cécile, la première, Bent Bouha Dahbi, fille de son père Delors (en arabe), rose socialiste et la seconde, verte et pas assez mure, placée par Placé, son compagnon volage, à la tête des Verts, se rencontrent et signent sur un coin de table un accord de fermeture de 24 centrales nucléaires en treize ans (2012 - 2025). Les Roses promettent de fermer la moitié du parc nucléaire pour une poignée de députés Verts... Quand on dit en 2012 qu'à long terme il faudra fermer des centrales, l'entreprise EDF ne recrute plus, c'est réel. Aujourd'hui, en 2022, énormément de savoir-faire s'est perdu... L'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) est allée à deux reprises jusqu'à ordonner la suspension du bétonnage. La première fois, le gendarme du nucléaire déplore "un manque de rigueur inacceptable" sur le chantier mené par EDF, après avoir notamment constaté "des fissures" sur "la plate-forme de l'îlot nucléaire de l'EPR", "sans conséquence directe" toutefois sur "la sûreté". Trois ans plus tard, l'ASN ordonne une nouvelle suspension, à la suite de la "répétition d'anomalies" dans les câbles qui gainent le béton de l'enceinte interne du réacteur, et dénonce "un manque de compétences, de formation à la culture de sûreté des intervenants" et des "lacunes d'EDF dans la surveillance des sous-traitants". A l'issue d'une inspection sur des sites Areva et EDF où des pièces de l'EPR sont en construction, le gendarme du nucléaire estime que "au vu des écarts et des faiblesses constatées", "EDF devra faire des efforts importants pour démontrer la qualité finale" de cet EPR. Le constructeur du réacteur, qui doit démarrer en « on ne sait pas quand ? », avec des années de retard, apporte cahin caha des réponses au cas par cas mais il lui reste encore à prouver au fil du chantier l'efficacité des actions correctives mises en œuvre et que « ses » problèmes ne se reproduisent plus ailleurs (c'est la norme ISO 9001 expliquée par l'ASN pour les nuls). En 2022, le gendarme pointe encore dans un courrier à EDF des malfaçons sur le chantier pouvant "porter préjudice à la qualité finale des structures".

Il est question de trous dans le béton et de nids de cailloux (zone manquant de ciment). Environ 2300 FNC Qualité "fiches de non conformités" ont été établies depuis le début du chantier sur le génie civil mais celles qui font l'objet d'échanges entre l'ASN et EDF ne représentent que quelques pour cent, selon l'ASN. "Ce qui est important c'est qu'il y ait détection, et réparation", relativise Simon Huffeteau, chef de l'ASN à Caen. Reste que le gendarme du nucléaire "surveille" encore de façon "renforcée" les "réparations" en cours sur le couvercle de la cuve de l'EPR fabriqué par Areva. L'ASN y avait constaté des défauts qui auraient pu aboutir à des "fissures". Le nom du nouveau patron de l'énergéticien qui va remplacer Jean Bernard LEVY, parti en claquant la porte, serait déjà connu par l'Elysée. « Il faudrait quelqu'un avec à la fois une culture industrielle, et une culture du service public », annonce une sénatrice de Gauche. « Il va falloir quelqu'un d'assez solide », ré-annonce un autre sénateur communiste, qui ne veut pas trop s'attarder sur des problèmes de personne : « La question c'est quel mandat on va donner à cette personne, quelle qu'elle soit. » De même, pour un autre sénateur de droite, ancien facho venu du GUD, qui souhaite seulement que l'Etat « en prenne un bon ». D'après certaines personnes bien informées, Macron prendrait un type proche du sérail qui a participé avec lui quand il était banquier ministre de Frank Netherlands à démanteler Alstom... Ce type conseillait les Yankees pour acheter les fameuses turbines d'Alstom qu'EDF paye aujourd'hui plusieurs fois leur prix à Général Electric... L'assassin revient sur le lieu du crime ou le pompier pyromane. (À suivre) ▶

Beurgeois.Gentleman@gmail.com Retrouver les anciens épisodes en version électronique sur notre site web www.lecanardlibere.com



Côté BASSE-COUR



PLF 2023 : LE PLAFONNEMENT DU LOGEMENT SOCIAL À 300.000 DH N'ARRANGE PAS LES PROMOTEURS



Jamaâ El Moâtassim

Le choix du concret

Une figure du PJD proche de Abdelilah Benkirane dans le cabinet

du premier ministre Aziz Akhannouch, tombeur du PJD, voilà le dernier sacrilège qui a fait sortir les islamistes de leurs gonds. Le chargé de mission en question s'appelle Jamaâ El Moâtassim et il est en même temps l'adjoint du secrétaire général du PJD après avoir été dans une autre vie maire de Salé.



Jamaâ Moâtassim.

Après la fermeture de la parenthèse du PJD au pouvoir à l'issue des élections de septembre 2021, l'intéressé devait revenir à son administration d'origine, l'éducation nationale, ainsi qu'une armada de fonctionnaires pjdistes qui avaient rejoint les fauteuils confortables du pouvoir dans le cadre des fameuses mises à disposition. Avant de quitter la primature, Saadeddine El Othmani a toutefois signé la fin de ces MAD mais son successeur « avait un autre avis » sur le cas El Moâtassim, lit-on dans une lettre d'explication rédigée à ce sujet par Benkirane. Celui-ci dit ne pas s'être opposé à la volonté de M. Akhannouch de garder son « ami » dans son équipe pour faire appel à « sa compétence » pour le service du pays. Au sein du PJD, on ne l'entendait pas de cette oreille. L'affaire du maintien de El Moâtassim comme collaborateur de Aziz Akhannouch a été mal vécue, suscitant une grande indignation dans les rangs des militants. Cette levée de boucliers a poussé l'intéressé, considéré comme un traître par certains de ses congénères, à envoyer une lettre en date du vendredi 28 octobre au patron du parti où il a annoncé sa démission du secrétariat général du PJD, histoire explique-t-il, de de mettre fin à « la gêne » causée par cette histoire à « ses frères » du parti. C'est la solution trouvée par le chargé de mission pour mettre fin à la controverse et rester dans les allées de la primature. Jamaâ El Moâtassim est un homme de valeur, fidèle et engagé. En guise de sacrifice, il a préféré abandonner son poste en vue aux côtés du secrétaire général pour ne pas perdre sa fonction auprès du cabinet du chef du gouvernement. Standing ovation pour ce chargé de mission islamiste accompli.

Accidents de la circulation

Le e-constat mis en route...

La Fédération Marocaine des Sociétés d'Assurances et de Réassurance (FMSAR) se met l'heure de la digitalisation. Une application e-constat sera disponible dans toutes les villes marocaines à partir du 1er décembre 2022 après une période de test à Casablanca choisie comme site pilote.

Cette solution a pour objectif de dématérialiser le constat amiable effectué jusqu'ici sur support papier en générant un constat électronique qui reprend la même présentation et les mêmes informations que celui en format physique. Cette application, développée sous l'égide de la FMSAR, est installée exclusivement sur les téléphones mobiles des agents constateurs et elle permet de déclarer facilement et rapidement un accident matériel aux entreprises d'assurances.

Les conducteurs qui ne font pas appel au service d'un agent constateur, continueront à utiliser le constat amiable papier pour relater les faits et les circonstances d'un accident de circulation ayant entraîné des dommages matériels.

Pour les constats établis de manière digitale par les agents constateurs, une attestation e-constat comportant le numéro du constat et le numéro d'immatriculation du véhicule est remise aux assurés pour permettre le téléchargement du constat électronique et procéder à la déclaration du sinistre auprès de leurs intermédiaires d'assurances (agents, courtiers et bureaux de gestion directe relevant des entreprises d'assurances).



Bouanou, l'agitateur agité

Le député de Meknès Abdallah Bouanou, qui vit toujours mal la défaite cuisante de son parti lors du triple scrutin de 2021, ne cesse de s'agiter dans tous les sens. Lorsqu'il ne déverse pas sa bile sur les ondes de France 24, il rue dans les brancards dans l'hémicycle en lançant des accusations à l'emporte-pièce. C'est ce

qui est arrivé mercredi 26 octobre en pleine réunion de la Commission des Finances et du Développement Économique consacrée au projet de budget 2023. Le chef du groupe PJD a pris la parole pour s'en prendre verbalement aux syndicats en les accusant d'avoir monnayé leurs positions lors du dialogue social. Piquée au vif, la députée istiqlalienne du

PI et figure de sa centrale syndicale l'UGTM, Khadija Zoumi, qui rêve toujours d'entrer au gouvernement, est montée sur ses grands chevaux en réclamant à cor et à cri « l'arrivée de la police pour interroger Bouanou sur le bien-fondé de ses accusations ». La PJ, qui a certainement mieux à faire, ne viendra pas. Mais le cirque parlementaire continue.

ENTRE AKHANNOUCH ET LE PJD, JAMAÂ EL MOÂTASSIM A FAIT SON CHOIX

DÉSOLÉ, JE SUIS DEVENU ACCRO AUX PRIMES DE LA PRIMATURE...





Côté BASSE-COUR



Akdital ouvre un méga-complexe hospitalier à Tanger

Le groupe Akdital poursuit sa stratégie de déploiement avec la mise en service de sa plus grande infrastructure de santé à Tanger. L'Hôpital Privé de Tanger (HPT), qui inclut le Centre International d'Oncologie Boughaz de la ville, s'étend sur 22.000 m2 et porte à 14 le nombre d'établissements opérés par Akdital à travers le Royaume. Investissement de 460 millions de dirhams dont 280 MDH pour les travaux et 180 MDH pour le matériel et les installations, ce nouveau complexe de santé moderne c'est 350 collaborateurs et près de 150 médecins exerçant dans diverses spécialités. Côté équipe-

ments, le HPT comprend 10 blocs opératoires, en plus d'un pôle réanimation avec 15 box en réanimation polyvalente, dont 4 box dédiés à la réanimation cardio-vasculaire, 14 couveuses en réanimation néonatale et un pôle de cardiologie comprenant des plateaux techniques modernes. Sans oublier un centre de médecine du Sport et rééducation, un laboratoire d'analyses médicales, un centre complet de radiologie, un service d'urgence opérationnel 24h/24 et 7j/7 et un Centre d'oncologie. En un mot, L'Hôpital Privé de Tanger (HPT) est un établissement de santé pluridisciplinaire à taille humaine.

Sommet arabe

Alger tombe très bas...

Pour la énième fois, l'Algérie des militaires a montré son vrai visage à l'occasion du 31ème sommet arabe d'Alger qui a tourné au grand bide avant même son démarrage le 1er novembre. Présidée par le chef de la diplomatie marocaine Nasser Bourita, la délégation marocaine a eu droit dès son arrivée sur place, le 29 octobre, à un traitement aux antipodes des usages diplomatiques que mêmes les États ennemis respectent. Sans compter ce qui ressemble à un acte de provocation devenu un réflexe chez les galonnées d'Alger : la projection par la chaîne gouvernementale AL24 News, dans la salle abritant la réunion ministérielle des ministres des Affaires étrangères arabes, d'une carte des pays membres de la Ligue arabe amputant le Maroc de son Sahara. Et last but not least, la délégation des journalistes marocains de la première chaîne de télévision, venus à Alger via Paris pour couvrir ce non-événement de taille, a été empêchée par les autorités locales d'accéder au territoire algérien alors qu'ils ont produit leurs documents professionnels accompagnés des accréditations nécessaires. Séquestrés puis interrogés comme s'ils étaient des cri-

minels pendant de longues heures par les services de renseignement militaire avant d'être privés de leur matériel de tournage et invités à entrer en Algérie comme touristes. Pour découvrir les paysages pittoresques du régime algérien ? Ils en ont déjà un avant-goût amer dès leur descente d'avion. Un Etat militaire-policier comme il n'en existe plus de nos jours qu'il serait sage de quitter illico. C'est ce que les journalistes de TVM ont fait en repassant par la capitale française. A travers cette série d'actes purement grotesques, l'Algérie des caporaux a montré de nouveau les réflexes d'un pays anormalement constitué, fébrile et qui foule de ses brodequins les règles de la bienséance tout court. C'est naturellement que S.M le roi Mohammed VI a annulé sa participation prévue à ce sommet que la maître de céans a gravement plombé. Le Maroc n'y est pour rien si le sommet arabe que la junte changrihienne a cherché vainement à transformer en marchepied pour marquer son retour sur la scène diplomatique arabe s'est soldé par un échec retentissant. Boudé par la majorité des chefs d'États arabes, le conclave algérois est une séquence superflue qu'il convient vite d'oublier.

SOMMET ARABE D'ALGER : LES CHEFS D'ÉTAT ABSENTS

QU'EST-CE QUE VOUS COMPTEZ FAIRE MAINTENANT ?

JE PENSE BOYCOTTER MOI AUSSI LE SOMMET D'ALGER...



PLF 2023 : LES AVOCATS VENT DEBOUT CONTRE LE NOUVEAU SYSTÈME D'IMPOSITION



Fiscalité des robes noires

Lekjaa ne s'en fisc pas !

Les avocats du Maroc n'aiment pas le nouveau régime d'imposition imposé par le projet de loi de finances 2023 et ils le font savoir bruyamment. Pour marquer leur désapprobation du dispositif proposé - le règlement d'une avance sur l'impôt sur le revenu sur chaque dossier instruit alors que le régime actuel est basé sur une simple déclaration annuelle -, les robes noires ont appelé, à travers l'association des barreaux d'avocats du Maroc (ABAM), à une grève le mardi 1er novembre. Dans son communiqué, le syndicat des avocats dénonce « la persistance d'Abdellatif Ouahbi à faire avorter la méthodologie participative établie depuis des décennies entre le ministère de la justice et l'Association ». Dans le détail, le PLF 2023, en cours d'examen au parlement, fixe à 300, 400 et 500 DH les avances sur chaque affaire soumise respectivement aux tribunaux de première instance, deuxième instance et la Cour de cassation. La paralysie annoncée des tribunaux n'a pas eu lieu puisque le gouvernement a invité les représentants de



Fouzi Lekjaa.

la corporation des mécontents à une séance de dialogue la veille au siège du Parlement. Objectif : trouver un compromis acceptable par les deux parties. Au terme des échanges les uns avec les autres, il a été décidé de mettre sur pied une commission conjointe chargée d'arrondir les angles. Pour l'argentier du Royaume, Fouzi Lekjaa, il n'est pas question de faire marche arrière sur la fiscalité des robes noires, estimant que le temps est venu pour que la profession des avocats devienne un contributeur fiscal dans la responsabilité et la transparence. Voilà un ministre qui ne s'en fisc pas!

Le gouverneur qui coupe la pastèque en deux...

C'est maintenant qu'ils sont dos au mur que les gouverneurs des régions désertiques du pays, ouvertes curieusement à la culture de la pastèque gourmande en eau depuis au moins une décennie, agissent pour mettre fin à ce scandale. C'est ainsi que Fouad Hajji, le gouverneur de Zagora, une zone saharienne dont le climat est propice à des cultures peu consommatrices d'eau principalement que sont les palmiers-dattiers ou les amandiers, a décidé de réglementer

le business de la pastèque. Comment ? Là où il était censé, conformément aux revendications des associations locales, interdire carrément cette culture qui a épuisé les nappes phréatiques de la région et asséché ses puits, il a décrété que les surfaces cultivées réservées au melon d'eau ne doivent pas dépasser un hectare par agriculteur. Alors que le pays vit un stress hydrique inquiétant aggravé par la sécheresse, notre gouverneur a préféré bizarrement couper la pastèque en deux...



Le Maigret du CANARD



Wafa Assurance sous la loupe d'un ex-dirigeant

Des dommages et des sinistres

Dans une série de témoignages bien fouillés et experts, un ancien cadre de la compagnie a révélé la face cachée du management à la Ramsès Arroub. Il en ressort un détricotage progressif des acquis de leader du marché sur fond d'une gestion à la tronçonneuse des ressources humaines. Une marche vers l'abîme à pas assurés ?

Les langues commencent à se délier en interne à Wafa Assurance et le marché à s'interroger depuis les révélations-choc d'un ex-haut cadre de la compagnie au sujet de l'état désastreux de la boîte. Sur 6 épisodes, conçus comme un feuilleton à suspense intitulé « Wafa Assurance : le sombre tableau de Ramsès Arroub », publiés entre le 22 septembre et le 27 octobre sur lebrief.ma, Nabil Adel, qui s'est reconverti dans l'enseignement et le consulting, a livré, en expert qui maîtrise son sujet, chiffres et graphiques à l'appui, la réalité du bilan du président de la boîte durant ses deux mandats (le premier de 2008 à 2014 et le second de 2018 à aujourd'hui).

A rebrousse-poil du tableau idyllique tracé par les dirigeants de l'assureur lors des conférences de presse, ce bilan est tout sauf positif. Le verdict, découlant de ces révélations troublantes, dessine par petites touches la face cachée d'une entreprise dont le compte à rebours de la descente aux enfers aurait été enclenché il y a plus d'une décennie. Reste à connaître les raisons, pour le moment mystérieuses, de ce jeu de massacre qui ne dit pas son nom auquel le fleuron des assurances au Maroc a été soumis sur une assez longue période. Incompétence du management, incapacité à performer face à la concurrence ou stratégie aux objectifs inavoués ? Plus étonnant encore est le silence des organes de contrôle (conseil d'administration, comité d'audit, comité stratégique, comité des rémunérations et comité exécutif). Le fait que Wafa assurance, dont les comptes sont en plus certifiés par 2 cabinets des big 4, soit coté en bourse ajoute à la gravité de la situation et au mystère de l'inaction des outils d'alerte.

« À l'arrivée de M. Arroub à la tête de Wafa Assurance (décembre 2007, ndlr), celle-ci contrôlait 20% de parts de marché, elle n'en contrôlera que 18,2% en 2021. Elle réalisait une rentabilité des capitaux propres de 55,36%, elle affiche désormais une rentabilité de 8,96%. Ces réalisations sont celles d'une compagnie disposant du premier réseau bancaire du royaume, faisant partie de l'un des premiers groupes privés du pays et dotée de tous les fondamentaux pour briller au Maroc et au-delà », écrit M. Adel dans son premier épisode. « En 2018 (date de son retour, ndlr) Wafa Assurance contrôlait 33,9% de parts de marchés en bancassurance contre 22,3% en 2021. Ce chiffre était de 46,7% en 2008 ! », ajoute l'auteur qui livre un autre dia-



Ramsès Arroub, président de Wafa Assurance.

gnostic chiffré sans appel : « À son arrivée, Wafa Assurance affichait une rentabilité des fonds propres de 55,3%, à son départ en 2014, elle réalisait 19,1%. En 7 ans, M. Arroub avait fait perdre à la compagnie 3.620 points de base de rentabilité par rapport au mandat de son prédécesseur (...).

Chape de plomb

Pis encore, avec un coût des capitaux propres de 11,30% en 2021 contre une rentabilité réalisée de 8,96, l'ex-fleuron de l'industrie assurantielle au Maroc est littéralement passé en zone de destruction de la valeur pour ses actionnaires. » Du coup, difficile de faire l'économie de cette question qu'un simple observateur peut se poser : Est-ce pour terminer sa politique de ce qui ressemble à un détricotage méthodique des acquis de la compagnie que Ramsès Arroub a fait son come-back inexplicable à sa tête ? En interne, la lumière crue jetée sur la réalité de l'état général de la compagnie a donné lieu à un échange satisfait entre les cadres qui ont entrepris de relayer les articles de l'ex-dirigeant. Ces révélations, qui ont fait l'effet d'une bombe dans le microcosme des assurances, leur ont donné du baume au cœur en faisant sauter une chape de plomb pesante sur l'enfer qu'il vivent côté ressources humaines. Le Canard a déjà eu par le passé à révéler la gestion à la tronçonneuse des RH. A ce niveau-là aussi, le massacre a continué de plus belle dans l'impunité totale, à en juger par la teneur de quelques échanges en interne dont le Canard a mis la patte. Tous décrivent un

bilan humain désastreux où s'enchevêtrent carrières brisées, santé physique et morale détruite (dépressions, cancers, maladies du cœur, stress, honneurs injustement salis...) sous le rouleau compresseur continu du harcèlement des cadres non-béni-oui-oui dont l'esprit d'indépendance ne plaît pas à M. Arroub et sa camarilla de courtisans. L'ambiance décrite en interne est celle d'un enfer alimenté au quotidien par la peur, les menaces et le châtement dont les flammes sont savamment entretenues par deux femmes dont le bras droit du président qui s'est vu gratifier, alors qu'elle a été atteinte par la limite d'âge, de deux années supplémentaires. Pour poursuivre son dévouement précieux au « sévice » du capital humain ? « Ce climat délétère a poussé de nombreux cadres de valeur à quitter au fil des années un navire qui chavire », confie sous le couvert de l'anonymat un cadre moyen qui pense sérieusement à migrer...

« Ce management chaotique a vidé la compagnie de ses meilleurs éléments, ce qui a causé une grande instabilité dans l'organisation. Ainsi, la compagnie, qui fut une école de formation des compétences, est forcée aujourd'hui de rallonger les départs à la retraite faute de relève, ou pire encore, de rappeler des retraités dans certaines fonctions ô combien sensibles ! », affirme Nabil Adel dans un de ses témoignages.

La situation est telle que certains salariés, désespérés à l'idée d'un redressement de la compagnie à la fois côté performances et bien-être du personnel, réclament la désignation d'un cabinet d'audit indépendant pour examiner la

politique des RH de la compagnie. Il y a chez les cadres comme une soif terrible de parler, de s'extérioriser et d'exprimer leurs émotions longtemps refoulées. Des sinistres à la pelle et non couverts avec des dommages profonds, provoqués par les dirigeants de la boîte et qu'aucune assurance ne saurait hélas indemniser, sont à déplorer et surtout à en dresser les procès-verbaux. Ce besoin poignant d'être écouté en dit long sur l'ampleur de la torture psychologique qui sévit dans les bureaux de Wafa Assurance. La moindre des choses c'est d'entendre ce cri de détresse et diligenter une enquête auprès des cadres. Il y va de la responsabilité des actionnaires qui risquent au passage de découvrir des vertes et des pas sûres. ▶

Wafa Assurance : Une situation qui a du mal à rassurer...

À la nomination de M. Arroub à la tête de Wafa Assurance en décembre 2007, la compagnie avait, selon Nabil Adil, presque tout réussi :

- « Première compagnie à lancer la bancassurance.
- Première compagnie à travailler sur un projet de carte santé.
- Première compagnie à s'introduire en bourse.
- Première compagnie à utiliser un logiciel intégré de gestion (ERP).
- Première compagnie à révolutionner l'assurance automobile, en intégrant dans un seul package, assistance, réparation, véhicule de remplacement et constateur.
- Première compagnie à lancer un projet de couverture maladie des indépendants.
- Première compagnie à lancer un concept uniforme de distribution en agence.
- Première compagnie à certifier ses réserves techniques par un actuaire indépendant.
- Seule compagnie à accéder au leadership du marché sans croissance externe, dépassant des concurrents issus de plusieurs fusions-acquisitions » ?

Sous les mandats du président Arroub, la compagnie est-elle devenue championne dans la liquidation de ses acquis historiques ?



Le Maigret du CANARD



Décompensation du gaz butane

La mèche de la révolte sera-t-elle allumée ?

Le projet gouvernemental de décompensation de la bonbonne de gaz de 12 kg prévu dans le PLF 2023, au profit d'une aide directe aux ménages démunis, suscite de vives inquiétudes dans la population. Le sujet fait grincer des dents notamment chez les classes défavorisées et certains commerçants comme les laiteries et autres snacks qui utilisent la bonbonne de gaz pour préparer au quotidien des repas bon marché (petit déjeuner et déjeuner notamment) pour les petites et moyennes bourses qui constituent le gros des travailleurs. Le rôle social de ces cantines du pauvre est non négligeable dans la restauration à des prix très abordables d'une bonne partie de la population.

La fin du soutien à ce produit socialement stratégique, soutenu à hauteur de 90 DH l'unité, ferait passer le prix de la bonbonne de gaz de 40 DH à près de 120 DH, soit le triple de son prix actuel. Ce qui ferait renchérir davantage les prix de la pitance journalière dans un contexte déjà de forte inflation. C'est dire que le sujet de la bonbonne est explosif. D'où l'importance de le manier avec beaucoup de délicatesse politique. Surtout dans cette conjoncture de toutes les augmentations qui ont réduit de manière considérable le pouvoir d'achat du grand nombre.

Caractère inflammable

Il est vrai que la réforme de la compensation du gaz butane, que les gouvernements qui se sont succédé ont évité de rendre effective étant donné son caractère inflammable, est une nécessité absolue. Surtout que ce produit soutenu profite moins aux pauvres (un ménage nécessiteux utilise entre 2 et 3 bonbonnes par mois) qu'aux couches aisées et certains commerces juteux (restaurants, pâtisseries, hôtels et même cliniques) ou agriculteurs qui recourent à la bonbonne de 12 kg comme énergie pour le pompage de l'eau. Ces catégories en consomment beaucoup plus que la population-cible alors qu'elles ont les moyens de s'offrir le gaz au prix du marché ou recourir au gaz propane qui n'est pas, lui, subventionné par l'État. En voulant privilégier le ciblage de la population, le gouvernement Akhannouch



Dossier sensible à manipuler avec délicatesse.

cherche à alléger la charge de la compensation du gaz butane qui devrait dépasser à la fin de l'année 2022 la bagatelle de 22 milliards de DH, soit une hausse de 52% par rapport à l'année précédente. Le gaz butane a mis le feu aux finances publiques. Mais est-ce le bon moment pour faire cette réforme impopulaire et à haut risque ? Gare au ciblage mal fait ; il risque d'allumer la mèche de la révolte. ▶

Executive
MBA
ESG - UQAM



UQAM

École des sciences de la gestion
Université du Québec à Montréal

Release Your
Leadership
Potentiel

Session Janvier 2023

INFORMATIONS

☎ 05 22 33 59 69

☎ 06 63 04 51 44

☎ 06 63 87 15 51/06 61 23 77 85

✉ mba2023@esigmaroc.com

🌐 www.esigmaroc.com

ESIG
ÉCOLE SUPÉRIEURE INTERNATIONALE DE GESTION
apprendre pour entreprendre
DEPUIS 1985





Le Maigret **du CANARD**



Chasse aux trésors

Ces charlatans qui jouent aux Indiana Jones...

L'obsession du trésor fait défrayer régulièrement la chronique et secoue les régions où ont lieu les disparitions d'enfants zouhris qui sont la cible facile de ces criminels sans foi ni loi...



Une obsession dangereuse qui tourne souvent au drame...

La chasse aux trésors anciens, supposés enfouis sous terre, ne connaît pas de répit. Et continue de plus belle avec son lot de kidnappings d'enfants zouhris exploités dans leur rituel ésotérique par des charlatans prêts à tout pour arriver à leurs fins. Une affaire qui a eu lieu en 2017 à Zagora, dans le sud du pays, vient de connaître un rebondissement spectaculaire après la convocation du juge d'instruction près la Cour d'appel de Ouarzazate d'un ancien gouverneur de la province. L'interpellation de ce dernier fait suite à l'arrestation d'une brochette d'accusés dont un haut cadre du ministère de l'intérieur, un président de commune et des entrepreneurs. Les mis en cause dont le procès va s'ouvrir dans les jours à venir sont poursuivis pour enlèvement, falsification, escroquerie, sorcellerie et charlatanisme...

Les faits remontent à 2017. Une jeune femme originaire de commune de Tamgroute dépose plainte contre plusieurs personnes qu'elle accuse de kidnapping de son domicile conjugal à Casablanca. Aux enquêteurs, elle a affirmé que ses ravisseurs l'avaient utilisé dans des rituels de sorcellerie de chasse aux trésors après l'avoir forcé à divorcer et à épouser un fkih chargé de trouver des butins dans la région de Zagora.

Ces fouilles archéologiques clandestines sont devenues monnaie courante. Aux quatre coins du pays, une kyrielle de charlatans illuminés, mobilisés par des gens en quête de jackpot ou déjà riches qui veulent s'enrichir davantage, jouent les Indiana Jones en se livrant dans le Maroc des campagnes à des explorations nocturnes qui tournent parfois au drame. Les enfants zouhris, repérés puis kidnappés, sont souvent sacrifiés dans des rituels sataniques en guise d'offrande. L'obsession du trésor fait défrayer régulièrement la chronique et secoue les régions où ont lieu les disparitions d'en-

fants zouhris qui sont la cible facile de ces criminels sans foi ni loi. En juillet 2020, la gendarmerie royale de Tameslouht, située à dix-huit kilomètres de Marrakech, a interpellé une bande de chasseurs de trésors, composée de quatre individus dont un fkih. Ces derniers étaient en pleine action au milieu de la nuit : ils creusaient la terre à l'aide d'outils rudimentaires. Les enquêteurs ont saisi chez eux plusieurs manuscrits et inscriptions ésotériques leur indiquant les lieux où les trésors seraient enfouis. La Brigade de police chargée de sécuriser les abords des établissements scolaires dans la ville d'Azilal a cravaté quatre personnes, dont deux sœurs, pour leur implication présumée dans un réseau spécialisé dans le kidnapping de mineurs « zouhris ». La principale suspecte, en pleine traque de ses proies, a été arrêtée près d'un établissement scolaire en flagrant d'examen des lignes des mains de certains élèves, « dans le but de les détourner et les exploiter dans des rituels de recherche de trésors », avait expliqué la Direction générale de la sûreté nationale (DGSN) dans un communiqué publiée à cette occasion. En octobre 2020, un imam officiant dans la mosquée d'un douar à Béni-Mellal a été arrêté par la gendarmerie. Motif : Avoir tenté d'exploiter des enfants dans ces pratiques dangereuses en examinant les paumes des mains des élèves à leur sortie d'une école publique de la région. Ces fouilles dangereuses se déroulant généralement dans le monde rural, la gendarmerie royale est constamment en alerte pour neutraliser ces bandes criminelles à l'image d'un gang démantelé à Settat en février 2002 après l'interpellation de ses membres en flagrant délit de creusement d'un terrain censé renfermer le précieux graal qui fait tourner la tête aussi bien aux pauvres qu'aux riches. ▀

Communiqué

Lancement de l'incubateur de l'ESITH « ESITH FACTORY »

Casablanca, le 28/10/2022

ESITH Casablanca se dote de sa propre structure d'appui à l'entrepreneuriat "ESITH FACTORY". Cet incubateur sensibilise et accompagne les étudiants entrepreneurs et met à leur disposition formations, conseils et méthodologies.

Une soirée débat est organisée à cette occasion sous le thème "L'Entrepreneuriat au Maroc: Etat des lieux, opportunités et solutions pour réussir"

Un événement qui connaîtra la participation de toutes les parties prenantes de l'écosystème entrepreneurial au Maroc ainsi que la signature de plusieurs conventions de partenariat dans ce volet.

SOIRÉE DÉBAT

LANCEMENT DE L'INCUBATEUR

Entrepreneuriat au Maroc

Etat des lieux, opportunités et solutions pour réussir

Mr Kawtar ROSSI EL HASSANI
Coach des Dirigeants
Modérateur

Mme Lamiae BENMAKHOULF
DG Technopark (MITC)

Mr Mahjoub CHAHINE
Strategic Projects Manager - APEFE

Mr Mouhsine LAKHDISSI
Entrepreneur/Investor

Mr Youssef BELABDES
Chef de la Division de l'Action Sociale à la Préfecture d'Arrondissement de Hay Hassani

JEUDI 03 NOVEMBRE

Start 06h00 pm
ESITH

Contact
0672163606
careercenter@esith.ac.ma

En partenariat avec:

À propos: Missions/objectifs de l'ESITH

L'ESITH est une école d'enseignement supérieur pluridisciplinaire, fondée en 1996 grâce à une étroite collaboration entre les pouvoirs publics et l'Association Marocaine des Industries du Textile et de l'Habillement. Elle offre des formations dans les quatre cycles : Ingénieurs d'État, Master Spécialisé, cycle Licence Professionnelle et Technicien Spécialisé notamment en industrie du textile, en management, en informatique, en logistique.... L'école est également engagée dans le service aux entreprises et de la recherche et développement.

Pour plus d'information, prière de visiter notre site web www.esith.ac.ma

Personne référence :
Hasnaa Rachadi
Responsable Communication
05 22 98 50 38 | rachadi@esith.ac.ma

EDITO

par Abdellah
Chankou

6 novembre : Le Maroc en marche...

Le conflit du Sahara a 47 ans. Bientôt un demi-siècle. Le plus vieux litige territorial du monde est maghrébin. Création des services algériens. Généreusement sponsorisé et entretenu par le régime militaire d'un pays englué dans les fanges de l'anachronisme. Aveuglé par la haine viscérale d'un voisin à qui tout réussit malgré la modestie de ses moyens. Sacrifiant la naissance d'un Maghreb des peuples uni et prospère sur l'autel de l'on sait quels réflexes. Résultat : L'Algérie, géniale quand il s'agit de se tirer des balles dans le pied, est aujourd'hui diplomatiquement isolée plus que jamais comme en témoigne le sommet arabe qui s'est ouvert à Alger le 1er novembre 2022 sans la présence des principaux chefs d'État arabes. Pas besoin de discourir longtemps, cette séquence est parlante...

47 ans donc se sont donc écoulés depuis la fameuse Marche verte du 6 novembre 1975, ce coup de génie de feu Hassan qui a permis au Maroc de récupérer son Sahara de manière pacifique. Que de changements géopolitiques majeurs charriant de nouveaux défis planétaires intervenus depuis dans le monde ! Naissance de l'Union européenne. Chute du mur de Berlin. Fin de la guerre Iran-Irak. Avènement de la mondialisation. Émergence de la Chine comme puissance mondiale.... Mais

vie et de vitalité. Une bataille économique et sociale pour l'intégration des populations locales dans leur environnement. Bataille diplomatique également ; dans ce sens que les adversaires de l'intégrité territoriale du pays, toujours en embuscade, n'ont jamais cessé, par Polisario interposé, leur guerre d'usure visant à affaiblir le Maroc, en cherchant à l'amputer de ses territoires sahariens au profit d'une bande de mercenaires sans foi ni loi. Entreprise vaine, haineuse et désespérée, l'Algésario ne fait plus recette. La supercherie a éclaté au grand jour, ce qui a conduit de nombreux pays à retirer leur reconnaissance à la création d'Alger et poussé plusieurs États africains et arabes à ouvrir leurs consulats à Dakhla et Laâyoune dans le sillage du retour du Maroc au sein de l'Union Africaine. Ce grand tournant diplomatique dans le dossier du Sahara, renforcé par la reconnaissance américaine de la souveraineté du Maroc sur son Sahara et tout récemment par le soutien de l'Espagne de l'option d'autonomie, a été très mal vécu par l'Algérie qui, fragilisé sur le front à la fois intérieur et extérieur, cherche maladroitement à faire diversion en faisant du Maroc le bouc-émissaire de ses multiples turpitudes.

De fuites en avant en actions irréfléchies et hasardeuses, Tebboune et compagnie ont décrété le 25 août dernier par vanité suicidaire la rupture des relations diplomatiques avec le Maroc. Ce qui ne fait qu'aggraver l'isolement de cette éternelle terre colonisée du Maghreb sur la scène régionale et internationale. Mais le Maroc n'en a cure, poursuivant son chemin dans la confiance et la sérénité.

47 ans donc se sont écoulés mais le Maroc est toujours debout malgré les moyens faramineux, puisés dans la rente pétro-gazière, déployés par l'ennemi qui a misé sur l'effondrement de son voisin, qui a réussi à déjouer les manœuvres malveillantes de l'Algésario, déterminé plus que jamais à ne lâcher le moindre arpent de son Sahara. Seule option politique possible, l'autonomie dans le cadre de la souveraineté nationale, considérée comme la seule option juste et crédible par la communauté internationale.

En attendant, l'avenir du Sahara s'annonce prometteur dans le cadre de la régionalisation avancée adoptée par le Maroc et qui gagnerait à être déployée sur le terrain pour accélérer le processus de son développement.

La création de la croissance et de l'emploi, les seuls susceptibles de garantir un revenu durable aux populations, passe incontestablement par une initiative privée, encadrée et orientée par la puissance publique avec à la clé une batterie de mesures incitatives qui rendrait attractif l'acte d'investir à Laâyoune, Dakhla et Boujdour. Là se joue l'avenir du Sahara dont la population, essentiellement jeune, a besoin de politiques réellement inclusives susceptibles d'en faire la meilleure région du Maroc en termes d'opportunités d'emplois, d'investissement et de création des richesses. Un Sahara développé, prospère et désenclavé pourrait séduire également les Marocains issus des autres régions, désireux d'améliorer leur situation socio-économique. Le Roi Mohammed VI qui l'a bien compris, a donné en 2015 dans les provinces sud le coup d'envoi à une série de projets structurants qui commencent à jaillir de terre. ●

L'avenir du Sahara s'annonce prometteur dans le cadre de la régionalisation avancée adoptée par le Maroc et qui gagnerait à être déployée sur le terrain pour accélérer le processus de son développement.

l'Algérie des généraux, elle, n'a pas changé ! Recroquevillée sur une idéologie socialisante balayée par les vents de l'Histoire. Figée dans une vision éculée du monde adossée à quelques alliances obsolètes d'une époque désormais révolue, maintenues à coups de valises de pétrodollars. La diplomatie du chéquier n'assurant pas de l'influence de nos jours, l'Algérie n'a plus pratiquement voix au chapitre dans le concert des nations, incapable, contrairement au Maroc, de développer de nouvelles sources d'influence incarnées par le soft power dans ses diverses composantes qui permet à un pays de rayonner à l'international tout en orientant la décision en sa faveur.

Il est navrant de constater que l'Algérie des brodequins ne rayonne qu'auprès de ses mercenaires de Tindouf où sont séquestrées dans des conditions inhumaines des populations sahraouies utilisées par Alger comme un moyen de pression... Mais la fumisterie polissarienne ne trompe plus personne.

En fait, la Marche du 6 novembre ne s'est jamais arrêtée. Sous la conduite de S.M le Roi Mohammed VI, qui a pris merveilleusement bien le relais de la mobilisation, cette épopée dans le temps et dans l'espace s'est poursuivie mais autrement. Sous forme d'une bataille permanente pour faire jaillir au cœur du Sahara, au prix d'un effort national colossal en termes d'investissements, des villes pleines de

La RASD, la mère des chimères

Plus de 60 pays ont retiré jusqu'à aujourd'hui leur reconnaissance à la pseudo RASD. Seule une vingtaine dont quelques États africains comme l'Afrique du Sud ou l'Angola manipulés par l'Algérie la reconnaissent encore.



États soutenant le plan d'autonomie proposé par le Maroc

-Albanie -Allemagne -Antigua-et-Barbuda -Arabie saoudite - Azerbaïdjan -Bahreïn -Burkina Faso -Burundi -Cameroun -Comores -Côte d'Ivoire -Djibouti -Dominique -Émirats arabes unis -Espagne -Eswatini -États-Unis -Gabon -Gambie -Grenade -Guatemala -Guinée -Guinée Bissau -Guinée équatoriale -Hongrie -Irak -Israël -Jordanie -Kiribati -Koweït -Liberia -Madagascar -Malawi -Maldives -Népal -Oman - Pakistan -Palestine -Paraguay -Pérou -Qatar -République centrafricaine -République Dominicaine -Saint-Christophe-et-Niévès -Sainte-Lucie - Salvador -Sao Tomé-et-Principe - Sénégal -Sierra Leone - Somalie -Soudan du Sud -Suriname -Zambie

La diplomatie s'installe au Sahara

Jusqu'à aujourd'hui, 24 pays ont ouvert des consulats à Laâyoune et Dakhla, confirmant ainsi sa marocanité.

<i>Dakhla</i>	<i>Laâyoune</i>
Haïti	Jordanie
Caraïb Orientales	Bahreïn
Surinam	Emirats arabes unis
Sénégal	Burundi
Gambie	Centrafrique
Guinée-Bissau	Comores
Guinée	Malawi
Sierra Leone	Zambie
Liberia	Eswatini
Togo	Sao Tomé-et-Principe
Guinée équatoriale	Gabon
République démocratique du Congo	Côte d'Ivoire
Cap-Vert	
Djibouti	
Burkina Faso	

Date de la reconnaissance de la RASD et celle de son retrait par des Etats, si retrait il y a (Liste) :

Nom du pays	Date de reconnaissance	Date de retrait de reconnaissance
Madagascar	28 février 1976	7 avril 2005
Burundi	29 février 1976	25 octobre 2010
Algérie	6 mars 1976	
Bénin	9 mars 1976	21 mars 1997
Angola	9 mars 1976	
Mozambique	11 mars 1976	
Guinée-Bissau	11 mars 1976	30 mars 2010
Corée du Nord	15 mars 1976	
Togo	15 mars 1976	juin 1997
Rwanda	30 mars 1976	novembre 2015
Ex-Yémen du Sud	2 février 1978	22 mai 1990
Seychelles	3 juin 1978	13 septembre 1996
République du Congo	20 juin 1978	23 octobre 1996
Sao Tomé-et-Principe	3 juin 1978	mai 1980
Guinée équatoriale	23 juin 1978	20 novembre 2013
Panama	9 novembre 1978	
Tanzanie	24 février 1979	12 août 2006
Éthiopie	10 avril 1979	
Cambodge	9 mai 1979	
Laos	2 mars 1979	12 juin 2002
Viêt-Nam	23 mai 1979	28 juillet 2007
Afghanistan	4 juillet 1979	16 août 2010
Cap-Vert	24 août 1979	18 juillet 2016
Grenade	24 août 1979	14 novembre 2020
Ghana	1er septembre 1979	16 août 2010
Guyana	1er septembre 1979	16 août 2010
Dominique	1er septembre 1979	14 septembre 2016
Sainte-Lucie	4 septembre 1979	
Jamaïque	6 septembre 1979	
Ouganda	6 septembre 1979	
Nicaragua	8 septembre 1979	11 décembre 2019
Mexique	9 octobre 1979	1er mars 2018
Lesotho	12 octobre 1979	
Zambie	20 janvier 1980	16 juillet 2003
Cuba	27 mars 1980	2011
Sierra Leone	15 avril 1980	16 juin 2017
Libye	28 avril 1980	
Eswatini	14 mai 1980	17 mars 2006
Botswana	3 juillet 1980	27 décembre 2009
Zimbabwe	4 juillet 1980	22 avril 2000
Tchad	4 juillet 1980	24 novembre 2000
Mali	30 octobre 1980	2 avril 2011
Costa Rica	26 novembre 1980	15 septembre 2000
Vanuatu	12 août 1981	15 septembre 2000
Papouasie-Nouvelle-Guinée	12 août 1981	15 septembre 2000
Tuvalu	12 août 1981	janvier 1989
Kiribati	12 août 1981	15 janvier 2014
Nauru	12 août 1981	
Îles Salomon	1er juillet 1982	9 mars 2016
Maurice	4 août 1982	20 janvier 2020
Venezuela	21 août 1982	15 juin 2019
Suriname	17 décembre 1982	
Bolivie	14 novembre 1983	5 juin 1996
Équateur	27 février 1984	A rétabli ses relations avec la RASD le 9/9/22 octobre 1996
Mauritanie	4 mars 1984	
Burkina Faso	19 août 1984	
Pérou	11 novembre 1984	28 octobre 2004
Nigeria	28 novembre 1984	A rétabli ses relations avec la RASD en août 2022
Yougoslavie puis Serbie-et-Monténégro	5 mars 1985	
Colombie	30 juin 1985	décembre 2000
Libéria	1er octobre 1985	septembre 1997
Inde	5 avril 1986	26 juin 2000
Guatemala	25 juin 1986	avril 1998
République dominicaine	3 novembre 1986	23 mai 2002
Trinité-et-Tobago	18 novembre 1986	10 octobre 2018
Belize	21 février 1987	
Saint-Christophe-et-Niévès	28 février 1987	16 août 2010
Antigua-et-Barbuda	29 décembre 1987	16 août 2010
Albanie	27 février 1988	11 novembre 2004
Barbade	1er août 1989	21 juin 2019
Salvador	8 novembre 1989	15 juin 2019
Honduras	11 juin 1990	
Namibie	16 novembre 1994	
Malawi	9 février 2000	5 mai 2017
Paraguay	14 février 2000	3 janvier 2014
Saint-Vincent-et-les-Grenadines	20 mai 2002	13 février 2013
Timor oriental	15 septembre 2004	
Afrique du Sud	25 juin 2005	Septembre 2022
Kenya	26 décembre 2005	
Uruguay	22 novembre 2006	11 octobre 2013
Haïti		

47^{ème} ANNIVERSAIRE DE LA MARCHÉ VERTE



LE PRÉSIDENT DU DIRECTOIRE DU GROUPE CRÉDIT AGRICOLE DU MAROC ET L'ENSEMBLE DE SES COLLABORATEURS
ONT L'ÉMINENT HONNEUR DE PRÉSENTER LEURS VŒUX LES PLUS DÉFÉRENTS,

À SA MAJESTÉ LE ROI MOHAMMED VI,

À SON ALTESSE ROYALE LE PRINCE HÉRITIER MOULAY EL HASSAN,
À SON ALTESSE ROYALE LA PRINCESSE LALLA KHADIJA,
À SON ALTESSE ROYALE LE PRINCE MOULAY RACHID,
ET À TOUS LES MEMBRES DE LA FAMILLE ROYALE.

NOUS SAISSONS CETTE HEUREUSE OCCASION POUR RENOUVELER À SA MAJESTÉ NOTRE ATTACHEMENT
INDÉFACTIBLE AU TRÔNE ALAOUITE ET AFFIRMER NOTRE ENGAGEMENT À ACCOMPAGNER, SOUS LES HAUTES
DIRECTIVES DE NOTRE SOUVERAIN, L'IMPORTANT PROCESSUS DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL
QUE CONNAÎT NOTRE ROYAUME.



CREDIT
AGRICOLE
DU MAROC

Fondation Phosboucraâ

Au service de la création de valeur



Filiale du groupe OCP, la Fondation Phosboucraâ, implantée à Laâyoune, œuvre sans relâche pour l'inclusion sociale et professionnelle des populations de Laâyoune et Dakhla.

Jamil Manar

Phosboucraâ a été créée en 1962 par l'entreprise publique espagnole INI avec des opérations minières à Boucraâ à partir de 1972. Le groupe OCP a acquis 65 % des parts de Phosboucraâ

en 1976 et en est devenu l'unique propriétaire en 2002. Son activité consiste en l'extraction, le traitement et la commercialisation de la roche phosphatée. Phosboucraâ représente environ 4,6% du chiffre d'affaires total du groupe OCP, 3,7% de l'EBITDA, 8,2% de sa capacité d'extraction en 2016. Phosboucraâ contribue largement à l'économie locale et régionale : elle soutient un réseau d'une cinquantaine de PME locales, de fournisseurs et de prestataires de services qui emploient plus de 1000 personnes.

Les opportunités d'emplois directs et indirects pour les communautés locales sont une réelle priorité pour l'entreprise. Avec un revenu annuel moyen de 200 millions de dollars, Phosboucraâ est engagée dans un programme de développement d'environ 2,2 milliards de dollars pour faire progresser ses opérations dans la chaîne de valeur, des matières premières aux produits intermédiaires et aux engrais phosphatés d'ici 2022. Outre la création

de nouveaux revenus et d'emplois locaux directs, les investissements stimulent de nombreux autres emplois indirects.

Les activités de Phosboucraâ sont situées dans 3 endroits différents :

L'extraction minière est implantée à 140 km par la route de Laâyoune, loin de toute zone de navigation possible. L'usine de valorisation et le quai sont, eux, installés sur la plage de Laâyoune, à 20 km de la ville. Un tapis roulant de 102 km de long est utilisé pour transporter les phosphates de la mine à la plage de Laâyoune. Avec une capacité minière installée de 2,6 millions de tonnes par an, la mine Phosboucraâ exploite le plus petit gisement de minerai de phosphate appartenant au groupe OCP, puisqu'il représente environ 2% des réserves de phosphate du Maroc, selon l'US Geological Survey et le Centre international de développement des engrais. Environ 70 % des investissements totaux pour développer Phosboucraâ depuis sa création ont été réalisés depuis 2002, date à laquelle Phosboucraâ est passé entièrement dans le giron d'OCP. Ces investissements ont permis d'améliorer considérablement l'efficacité opération-

nelle et de consolider davantage les actifs, notamment en améliorant de manière significative la viabilité de l'entreprise dans son ensemble. Phosboucraâ s'est dotée en 2014 d'une fondation éponyme dont le rôle est d'accompagner le programme de développement durable d'OCP et celui de la mine de Phosboucraâ.

Engagement à améliorer la vie des populations dans les trois régions du sud

En matière de développement social, la Fondation Phosboucraâ (FB) couvre quatre domaines stratégiques : la promotion du développement des compétences et de l'employabilité des jeunes et des femmes, l'amélioration de l'intégration socioéconomique, l'amélioration de l'accès aux soins de santé, la revitalisation du tissu social et des interactions au sein de la communauté. Le programme de la réussite scolaire figure naturellement parmi les objectifs prioritaires de la Fondation. Lancé par cette dernière et mis en œuvre par l'International Youth Foundation, ce dispositif de deux ans a aidé de nombreux élèves à faire face à diverses difficultés et à éviter le décrochage scolaire.

« Nous avons établi la Fondation Phos-

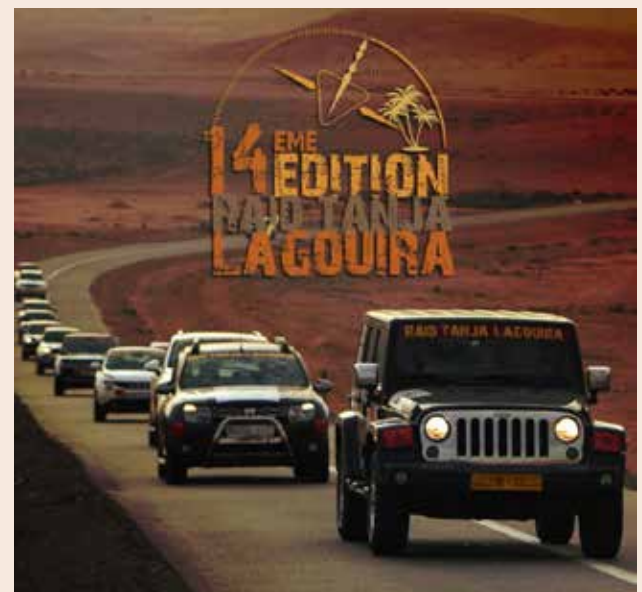
boucraâ en 2014 avec la conviction que le développement social et économique dans le Sahara marocain est vital pour nos communautés, notre région et nos opérations. Elle a été créée pour aider à accélérer le développement durable des communautés locales avec des programmes adaptés qui sont conçus pour répondre aux besoins spécifiques qu'elles sélectionnent.

Soutenir le développement par le biais de la Fondation, c'est rendre la pareille aux personnes qui font partie de notre voyage pour fournir des produits de classe mondiale dans le monde entier. Au cours des cinq dernières années, la Fondation a travaillé main dans la main avec les communautés du Sahara marocain pour concevoir des initiatives et des investissements qui nourrissent le capital humain de la région », assure une ancienne dirigeante de la Fondation. « La Fondation commence par écouter attentivement et évaluer les besoins spécifiques des communautés dans lesquelles elle opère. Après avoir fixé des objectifs ambitieux, mais réalisables, nous travaillons en étroite collaboration avec les partenaires les mieux placés pour obtenir des résultats. Leur expertise locale et leur participation ancrent les investissements de la Fondation, garantissant que l'impact positif perdure pour les générations à venir, » souligne-t-elle. ●

Raid Tanja-Lagouira

En route pour l'aventure et la découverte

C'est parti pour la 14^{ème} édition du Raid Tanja-Lagouira organisée par l'association Nord Sud Action avec le concours de l'ambassade du Maroc en Espagne et le soutien de la région Dakhla-Oued Eddahab. Cette aventure passionnante a pris son départ le mardi 1er novembre à Madrid et se poursuivra jusqu'au 13 avec Dakhla comme dernière étape. A bord de leur véhicule 4X4, les participants, issus notamment du Maroc et de l'Espagne, effectueront donc un périple de 13 jours sur une distance de 3900 kilomètres. Ce n'est pas une course de vitesse mais un voyage de plaisir et de découverte. Madrid, Séville, Tanger, Marrakech, Agadir, Guelmim, Tan-Tan, Laâyoune, Dakhla... Chaque escale est une occasion pour traverser et admirer des paysages magnifiques, sillonner des pistes qui débouchent sur des oasis uniques en longeant des routes qui donnent à admirer des plages paradisiaques comme la Plage blanche et la belle baie Dakhla entre mer et désert. Tout cela dans la joie, la bonne humeur et la solidarité. Car tout au long du voyage une série d'actions sociales et humanitaires seront menées au profit des populations des zones traversées par le Raid. La 14^{ème} édition du Raid Tanja Lagouira se déroule dans un contexte particulier marqué par le resserrement il y a quelques mois des liens d'amitié et de coopération entre le Maroc et l'Espagne. Rien de tel pour célébrer ce rapprochement fort et productif qu'une aventure faite de découverte et de contact humain pour mieux se connaître et casser les stéréotypes. ●



47^{ème} anniversaire de la glorieuse Marche Verte



المركز الجهوي للاستثمار
Centre Régional d'Investissement
٠٤٤٠٠ ١٤١٠٤ ١ ٤٥٥٠٠٤
جهة الداخلة وادي الذهب
Région Dakhla Oued Eddahab



À l'occasion du 47^{ème} anniversaire de la Marche Verte

Le Directeur Général du Centre Régional Dakhla Oued Eddahab, et son équipe, présentent au Souverain leurs vœux les plus déferents de bonheur, santé et de longue vie.

Leurs vœux s'adressent également à S.A.R. le Prince Héritier Moulay El Hassan, à S.A.R. le Prince Moulay Rachid, aux membres de la Famille Royale et au peuple marocain.

Ils prient Le Tout-Puissant de préserver Sa Majesté le Roi et réitèrent l'expression de leur indéfectible attachement au glorieux Trône Alaouite.



A l'occasion du 47^{ème} anniversaire de La Marche Verte, le Président du Conseil d'Administration ainsi que les collaborateurs de Sanlam Maroc présentent leurs vœux les plus déférents de longue vie et de gloire à Sa Majesté Le Roi Mohammed VI, que Dieu L'assiste, ainsi qu'à la Famille Royale et au Peuple Marocain.



Le Maigret du CANARD



POINT DE VUE

Abdeslam Seddiki



.....
Economiste,
ancien
ministre de
l'Emploi et des
Affaires sociales.

Nous avons dans notre chronique précédente montré la vulnérabilité des finances de l'Etat, en ce sens que les recettes ordinaires ne couvrent pas les dépenses ordinaires donnant ainsi lieu à une épargne publique négative et, par voie de conséquence, à un recours excessif à l'endettement. Ce qui n'est pas sans danger pour une résilience durable de nos finances publiques. Cependant, il faut bien relever que ce PLF comporte une série de mesures positives qui ont été rappelées par le Chef du Gouvernement lors de son intervention devant la Chambre des Représentants la semaine dernière dans le cadre de l'article 100 de la constitution et avant lui par la Ministre de l'Economie et des finances lors de la présentation du PLF devant les deux chambres du parlement. Sans présenter le listing exhaustif de ces mesures, on rappellera: l'augmentation du budget de la santé de 20%, soit 4,6 MM DH ; l'augmentation du budget de l'éducation nationale de 10 %, soit 6,5MMDH pour le porter à 69 MMDH ; le maintien, pour au moins l'année 2023, de la caisse de compensation en lui affectant une dotation de 26 MM DH destinée au soutien des trois produits à savoir le gaz butane, le pain du blé tendre et le sucre ; l'accroissement «conséquent» de l'investissement public d'un montant de 55 MM DH en une seule année passant de 245 MM DH à 300 MMDH, soit un taux de 22,4% ; l'exonération des droits d'importation sur un certain nombre de médicaments destinés au traitement des affections de longue durée... Tout cela mérite d'être souligné.

Cependant, une analyse attentive des chiffres nous conduit à relativiser. Car, comme on le sait, les statistiques ont ce pouvoir magique : ce qu'elles cachent est beaucoup plus important que ce qu'elles montrent. D'autant plus que ce qui est réalisé correspond rarement à ce qui est prévu et ceci pour une raison simple : alors que les prévisions se font sur la base des hypothèses, les réalisations dépendent des moyens disponibles effectivement. C'est la différence entre le souhaitable et le possible. Par conséquent, les chiffres, malgré leur importance, ne traduisent que partiellement la réalité sur le terrain.

Prenons par exemple le secteur de la santé, l'augmentation de l'enveloppe qui lui est accordée ne va pas permettre, à elle seule, la mise à niveau de ce secteur pour pouvoir répondre aux besoins de toute la population nécessitant des soins dans une structure hospitalière publique. D'ailleurs le budget de la santé, avec l'augmentation prévue, atteindrait à peine 7% du budget général de l'Etat et 2% du PIB, ce qui nous place encore loin des normes de l'OMS et de la moyenne des pays comparateurs. Rien que le besoin en ressources humaines dans le secteur public, il est estimé, officiellement, à 12 000 médecins et 50 000 infirmiers. Par conséquent, les 5500 postes budgétaires accordés au Ministère de la santé et de la protection sociale, ne sont pas négligeables certes, mais ils présentent moins de 9% des besoins. La même remarque est valable pour le secteur de l'éducation.

Il nous faudra des efforts continus à moyen et long terme pour combler le déficit en ressources humaines tout en améliorant la gouvernance.

Pour ce qui est de l'investissement public, estimé à 300 MMDH pour l'année budgétaire 2023, il se compose comme suit : près de la moitié de cette enveloppe revient aux EEP (Etablissements et Entreprises publics), soit 140,5 MM DH ; le budget général, les CST (Comptes Spéciaux du Trésor), les SEGMA, totalisent, en procédant à la neutralisation des transferts du budget vers les CST

et les SEGMA, le montant de 95,5 MM DH, soit 32% ; le Fonds Mohamed VI pour l'investissement est doté d'une enveloppe de 45 MM DH, soit 15% ; les collectivités territoriales y contribuent à hauteur de 6%, soit 19 MMDH.

Ces données appellent une série de remarques. 1) L'investissement public qui représente les deux tiers de l'investissement global se caractérise par une efficacité limitée due notamment à une mauvaise gouvernance. 2) Il n'est réalisé que dans une proportion tourant autour de 70%, ce

qui signifie que l'investissement effectif ne dépasserait pas 210 MMDH. 3) il est mal réparti territorialement et ne profite pas à toute la population de la même manière et par conséquent, il ne fait qu'aggraver les inégalités territoriales comme cela apparaît dans le document relatif à la répartition régionale de l'investissement. Ainsi, d'après nos calculs, réalisés sur la base des chiffres disponibles, les montants de l'investissement public par habitant varient, selon les différentes régions, entre 17690 DH et 1334 DH. Bien sûr, il faut faire la comparaison sur le long terme afin de saisir les dynamiques régionales. A ce niveau, les rédacteurs dudit document relèvent effectivement une dynamique régionale des régions à faible contribution au PIB dans la mesure où elles connaissent des taux de croissance plus importants que les autres. Cette dynamique concerne essentiellement nos régions du Sud qui ont bénéficié d'investissements considérables et d'un programme de développement de plus de 80 MM DH. Mais pour l'heure, on relève toujours la concentration de la richesse dans les trois régions : Casablanca-Settat, Rabat-Salé-Kénitra et Tanger-Tétouan-Al Hoceima qui concentrent à elles seules 60% du gâteau national.

La réduction des inégalités territoriales et sociales demeure un vœu pieux. Même les collectivités territoriales qui devraient normalement y contribuer en affectant les transferts publics dont elles bénéficient à l'investissement (37 MM DH la part de la TVA transférée aux communes et 10 MM DH mis à la disposition des régions), ne mobilisent à cette fin que 19 MM DH. Le reste, soit 28 MM DH sont destinés au fonctionnement ! Une situation pour le moins anachronique qu'il faudra corriger au plus vite. Il est temps de clarifier les rapports entre l'Etat Central et « l'Etat territorial » à travers la mise en œuvre d'une politique audacieuse de décentralisation et de déconcentration qui soit en harmonie avec l'objectif stratégique de la régionalisation avancée.

Le PLF 2023 : Des mesures incohérentes ne répondant pas aux attentes



Bec et ONGLES



ABDELMAJID TEBBOUNE
Président algérien

Je dénonce la solidarité arabe contre l'Algérie

Une équipe du Canard a alpagué le président algérien Abdelmajid Tebboune, seul et triste, au milieu d'une salle désespérément vide préparée pour accueillir les présidents et chefs d'État qui ont boycotté son sommet...

Votre pays a voulu faire du sommet arabe d'Alger celui de la réconciliation de la Oumma arabe. Mais c'est raté. Quel est votre sentiment ?

Comme tout algérien qui ne se respecte pas, je suis en colère, plein de hargne et de frustration. L'Algérie n'a ménagé aucun effort diplomatique, elle a même mis en sourdine son nif qui lui vaut un tas de problèmes, pour mendier la participation du maximum de leaders arabes. Mais ces derniers ont répondu comme un seul homme à notre main tendue en nous envoyant des sous-fifres. L'Algérie n'oubliera pas cet affront de solidarité arabe

Affront ?

Oui c'est un affront à notre volonté de façade de resserrer les rangs arabes sur notre terre sacrée qui a enfanté selon la légende 1 million de martyrs et une république chimérique baptisée RASD qui court depuis des décennies derrière le mirage

de l'indépendance. Les Algériens surtout la caste de galonnés qui détiennent la réalité du pouvoir sont tristes pour avoir contrarié ses plans de faire du sommet arabe qui coïncide avec notre fête l'indépendance un événement historique.

Mais encore ?

C'est dommage que mes pairs arabes aient refusé de faire preuve de soutien en faveur de notre pays dans son plus beau jour. Je dénonce avec toute la faiblesse qui est la mienne la solidarité arabe contre l'Algérie...

Mais pourquoi les chefs d'Etat arabes, rois et présidents, n'ont pas fait le déplacement...

Par pur jalousie, procédant de leur volonté d'empêcher l'Algérie de retrouver son rôle influent sur la scène arabe.

Je soupçonne aussi un grand pays du Maghreb d'avoir agi en sous-main pour les dissuader de

me faire plaisir ainsi qu'à mon grand général Chengriha.

Encore un complot marocain ?

Absolument. Le Maroc est en grande partie à l'origine de nos tribulations et ratages. En bon responsable algérien, je ne peux penser autre chose. Cela fait partie de notre ADN. Les réussites du Maroc signifient automatiquement les déboires de l'Algérie. Le jour où cette réalité sera inversée, l'Algérie trouvera le chemin de la normalité.

L'Algérie planche-t-elle sur de nouveaux échecs pour faire oublier le bide de son sommet arabe ?

Bien évidemment ! Nous sommes en train de préparer dans le grand secret le sommet mondial de la réconciliation Russie-Ukraine. La diplomatie algérienne n'a pas peur d'un énième fiasco ou de la honte qui peut en découler. Elle en a l'habitude et c'est ce qui la fait courir.

Ironman de Tanger La fédération du triathlon en colère

La fédération royale marocaine de triathlon s'est fendue d'un communiqué de dénonciation de la compétition Ironman qui s'est déroulée à Tanger dimanche 30 octobre. La FRMTRI a donné libre court à sa colère pour n'avoir pas été sollicitée au préalable pour que la compétition soit organisée avec son accord et sous son égide tout en touchant au passage les droits d'organisation.

Les rédacteurs de ce communiqué non daté ont fustigé « la recherche du lucre » des organisateurs étrangers sans citer lesquels tout en menaçant de porter l'affaire devant la justice. La virulence du ton employé a scandalisé plusieurs participants qui n'ont pas compris la virulence de la réaction de la FRMTRI. La compétition a eu lieu grâce à la mobilisation efficace des autorités de la ville et elle a même

récolté un franc succès au vu du nombre des athlètes ayant pris à cet Ironman : Plus d'un millier issus de 42 pays. L'épreuve, qui est une bonne opération de com pour Tanger, a été remportée par un triathlète de Séville du nom de Francisco de la Paz Fernandez. Le champion espagnol a réalisé une bonne performance avec un temps de 4 heures 9 minutes et 44 secondes.

Les pompeurs et les pompés

Les augmentations des carburants à la pompe poursuivent leur dynamique infernale. Le mardi 1er novembre, les automobilistes ont fait leur plein avec une hausse de 84 centimes par litre pour le diesel vendu désormais à plus de 16 DH (le prix de l'essence, plus de 14 DH le litre n'a pas bougé). Avec cette énième hausse, ce sont les professionnels qui vont encore encaisser le soutien de l'État dont l'utilité et l'efficacité commencent à poser question compte tenu de la poursuite de la bulle inflationniste qui est en train de détruire le pouvoir d'achat des catégories vulnérables par le renchérissement de tous les produits de consommation courante. Ce contexte de grosse incertitude et d'énorme confusion a généré une nouvelle race d'opportunistes : les profiteurs de crise. Avec les pompeurs, ils mettent le feu au prix au-delà du supportable en profitant de la résignation des pompés et de l'inaction des pompiers...



Le MIGRATEUR



Mondial Les immeubles du centre de Doha vidés de ses travailleurs étrangers

Le Qatar a vidé les immeubles abritant des milliers de travailleurs étrangers dans les quartiers du centre de la capitale Doha où les supporters de football seront hébergés pendant la Coupe du monde, ont déclaré à Reuters des travailleurs qui ont été expulsés de leur logement. Ils ont déclaré que plus d'une douzaine de bâtiments avaient été évacués et fermés par les autorités, obligeant les travailleurs, pour la plupart asiatiques et africains, à chercher un abri - y compris des lits sur le trottoir à l'extérieur de l'une de leurs anciennes maisons. Cette mesure intervient moins de quatre semaines avant le début du tournoi de football mondial, le 20 novembre, qui a attiré l'attention de la communauté internationale sur la façon dont le Qatar traite les travailleurs étrangers et sur son droit du travail restrictif. Dans un bâtiment qui, selon les résidents, abritait 1 200 personnes dans le quartier Al Mansoura de Doha, les autorités ont dit aux gens, le 26 octobre vers 20 heures, qu'ils n'avaient que deux heures pour partir. Les autorités municipales sont revenues vers 22 h 30, pour forcer tout le monde à évacuer les lieux et ont verrouillé les portes de l'immeuble, ont-ils déclaré. Certains des expulsés ne sont pas revenus à temps pour récupérer leurs affaires. "Nous n'avons nulle part où aller", a déclaré un homme à Reuters le lendemain, alors qu'il s'appêtait à passer une deuxième nuit avec une dizaine d'autres hommes, certains torse nu, dans la chaleur et l'humidité

automnales de l'État arabe du Golfe. Lui, et la plupart des autres employés qui ont parlé à Reuters, ont refusé de donner leur nom ou des détails personnels par crainte de représailles de la part des autorités ou des employeurs.

À proximité, cinq hommes ont chargé un matelas et un petit réfrigérateur à l'arrière d'une camionnette. Ils ont dit avoir trouvé une chambre à Sumaysimah, à environ 40 km au nord de Doha. Un responsable du gouvernement qatari a déclaré que les expulsions n'avaient rien à voir avec la Coupe du monde et qu'elles étaient conçues "conformément aux plans globaux et à long terme en cours pour réorganiser les zones de Doha." "Depuis lors, ils ont tous été logés dans des logements sûrs et adaptés", a déclaré le fonctionnaire, ajoutant que les demandes de départ "auraient été exécutées avec un préavis approprié." L'instance dirigeante du football mondial, la FIFA, n'a pas répondu à une demande de commentaire, et les organisateurs de la Coupe du monde au Qatar se sont renseignés auprès du gouvernement. Environ 85 % des trois millions de résidents du Qatar sont des travailleurs étrangers. Beaucoup de ceux qui sont expulsés travaillent comme chauffeurs, journaliers ou ont des contrats avec des entreprises, mais sont responsables de leur propre logement - contrairement à ceux qui travaillent pour de grandes entreprises de construction qui vivent dans des camps avec des dizaines de milliers de



Parmi les 3M d'habitants au Qatar, environ 85 % sont des travailleurs étrangers. (L'Équipe)

personnes. Un travailleur a déclaré que les expulsions visaient les hommes célibataires, alors que les travailleurs étrangers ayant une famille n'étaient pas concernés. Un journaliste de Reuters a vu plus d'une douzaine de bâtiments dans lesquels des habitants ont déclaré que des personnes avaient été expulsées. L'électricité était coupée dans certains bâtiments. La plupart se trouvaient dans des quartiers où le gouvernement a loué des bâtiments pour accueillir les supporters de la Coupe du monde. Le site Web de l'organisateur répertorie les bâtiments d'Al Mansoura et d'autres quartiers où des appartements sont annoncés pour des prix allant de 240 à 426 dollars par nuit. Le responsable qatari a déclaré que les autorités municipales ont appliqué une loi qatarie de 2010 interdisant les "camps de travailleurs dans les zones résidentielles familiales" - une désignation qui englobe une grande partie du centre de Doha - et leur donne le pouvoir de reloger les gens.

La France de Macron fait les yeux doux à l'Allemagne

Le couple franco-allemand est en crise. Les priorités de Berlin s'éloignant de plus en plus de celles de Paris. Une tension qui grippe le moteur de l'Europe que Macron cherche à huiler. Les dirigeants se sont rencontrés mercredi 26 octobre pour autour d'un déjeuner à l'Élysée pour établir une relation européenne vitale qui a été endommagée par des mois de désunion.

Mais « Paris n'a pas fait preuve de plus d'imagination pour tenter de masquer les divergences béantes qui ont conduit au report de plusieurs semaines d'un Conseil des ministres franco-allemand, prévu ce mercredi, répétant une formule éculée, tant elle a ponctué chaque brouille entre la France et l'Allemagne depuis la crise de la dette dans la zone euro : « Quand les priorités d'un pays ne convergent pas forcément avec les priorités de l'autre, la force du couple franco-allemand, c'est d'être toujours capable de s'entendre et de tirer l'ensemble de l'Europe



Emmanuel Macron à l'Élysée avec Scholz/REUTERS.

vers le haut. » écrit Le Figaro du 26/10. A l'évidence, cette fois, il s'agit plus que d'un simple coup de froid entre Paris et Berlin. Sur la stratégie à adopter face à la flambée des prix énergétiques, le nucléaire, l'armement européen, rien ne semble plus aller entre la France et l'Allemagne. Les tensions franco-allemandes ont été mises à nu lors du conseil européen du 21 et 22 octobre à Bruxelles, lorsque Macron a déclaré aux journalistes que Berlin risquait de "s'isoler" en Europe. Bien que M. Scholz

ait déclaré qu'il ne se sentait pas isolé "de quelque manière que ce soit", les deux pays se sont retrouvés dans des camps opposés lors d'un débat acrimonieux sur l'introduction d'un plafond européen sur les prix du gaz. Le ministre français des finances, Bruno Le Maire, a reconnu que les relations étaient "difficiles" et nécessitaient une "remise à zéro". "La guerre en Ukraine, la question du gaz et de l'énergie et la question de la Chine doivent nous conduire à une redéfinition stratégique des relations franco-allemandes", a-t-il déclaré avant le sommet. Les responsables de Berlin rejettent les rumeurs de discorde. "Nous avons des divergences sur certaines choses, mais pas sur les questions vraiment fondamentales", a déclaré l'un d'entre eux, ajoutant que "sur le soutien à l'Ukraine et l'aide aux entreprises touchées par la guerre, nous sommes très proches les uns des autres". Toutefois, Pierre Sellal, ancien représentant permanent de la

France auprès de l'UE, s'est inquiété du fait que les deux pays semblaient incapables de surmonter leurs différences comme ils l'avaient fait par le passé. "La machine à produire des compromis semble être bloquée", a-t-il déclaré dans une interview. La querelle sur le plafonnement du prix du gaz a été emblématique de cette situation, même si M. Scholz a finalement abandonné son opposition. D'habitude, l'Allemagne et la France se coordonnent étroitement à l'approche des sommets européens. Une fois un accord conclu, leurs positions sur les questions clés constituent une feuille de route pour l'action européenne. Mais l'absence de cette diplomatie soigneusement chorégraphiée lors de la réunion du 21 octobre dernière était symptomatique d'une relation de plus en plus conflictuelle. Ces dernières semaines, Paris et Berlin se sont affrontés sur des sujets aussi divers que les avions de chasse, les systèmes de défense aérienne ou les gazoducs.

Sunak pourrait geler l'aide étrangère pendant 2 années supplémentaires

Le nouveau Premier ministre britannique Rishi Sunak envisage de geler le budget de l'aide étrangère du pays pour deux années supplémentaires, rapporte vendredi dernier le Telegraph, citant des sources. Les dépenses de la Grande-Bretagne en matière d'aide étrangère sont fixées à 0,5% du revenu national. Le gouvernement avait réduit ses dépenses d'aide étrangère il y a deux ans, alors que le pays était confronté à un énorme coup dur pour les finances publiques en raison de la pandémie de coronavirus. "Toutes les décisions relatives aux dépenses seront examinées par le Premier ministre et le Chancelier lors de la déclaration d'automne", a déclaré un porte-parole du Trésor britannique dans un communiqué. M. Sunak, qui était ministre des Finances à l'époque, avait déclaré l'année dernière que les dépenses étrangères devaient revenir à 0,7 % de la production économique d'ici 2024-2025. Toutefois, selon le Telegraph, les responsables envisagent de prolonger de deux ans la réduction des dépenses d'aide étrangère, soit jusqu'en 2026-2027. Le rapport ajoute qu'il est possible de procéder à des réductions plus importantes et de fixer les dépenses d'aide étrangère en fonction de l'inflation pendant trois ans à l'avenir. Le rapport est publié alors que le gouvernement prépare des réductions de dépenses et annule des réductions d'impôts en raison de l'augmentation du coût des hypothèques, de l'alimentation, du carburant et du chauffage qui pèse sur le budget de nombreux ménages.

POUR LA FRANCE, LES INSTITUTIONS ALGÉRIENNES SONT SOLIDES



le Canard Libéré

Rue Ibnou Katir résidence
Al Mawlid II Imm. D RDC n°4
Maârif - Casablanca -
Tél : 0522 23 32 93
Fax : 0522 23 46 78
E-mail : contact@lecanardlibere.com
Site web : www.lecanardlibere.com

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION
ET DE LA RÉDACTION

Abdellah Chankou
a.chankou@lecanardlibere.com

RÉDACTEUR EN CHEF

Abdellah Chankou

RÉDACTION

Jamil Manar
Abdelkarim Chankou
Saliha Toumi
Ahmed Zoubair

CARICATURES

Boudali, Zag

SERVICE COMMERCIAL

Laila Lamrani Amine
Chaimaa El Omari Naib

WEBMASTER

Larbi Larzaoui

INFOGRAPHIE

Yahia Kamal

LOGISTIQUE

Youssef Roumadi

SERVICE COMPTABILITÉ

Essaadia HAKANI

Impression

Maroc Soir

DISTRIBUTION

Sapress

DOSSIER PRESSE

Aut. 51/06

DÉPÔT LÉGAL

2007 / 0025

ISSN 2028-0416



Can'Art et CULTURE



Le Goncourt outrepassa la polémique et annonce ses finalistes depuis Beyrouth

Le jury du Goncourt, le plus prestigieux des prix littéraires français, a retenu quatre romans comme finalistes de son édition 2022, mardi 25 octobre à Beyrouth, où il a évité toute allusion à la polémique ayant dissuadé des jurés de venir au Liban. Le prix doit être remis, comme le veut la tradition, au restaurant Drouant à Paris le 3 novembre. L'Italo-Suisse Giuliano da Empoli, avec "Le Mage du Kremlin" (Gallimard), roman sorti en avril, raconte l'itinéraire d'un conseiller fictif du président Vladimir Poutine, l'occasion de revenir sur l'histoire de la Russie depuis l'éclatement de l'Union soviétique. Dans "Vivre vite" (Flammarion), la Française Brigitte Giraud évoque les derniers jours de son mari, tué dans un accident de moto en 1999, et les suites de ce drame. Cloé Korman, avec "Les presque sœurs" (Seuil), signe une enquête sur des enfants victimes de la Shoah, cousines de son père. En septembre, le ministre français de l'Éducation nationale Pap Ndiaye se réjouissait que sa "conseillère en charge des discours ait été choisie dans la première sélection". Le Haïtien Makenzy Orcel, dans "Une somme humaine" (Rivages), fait parler d'outre-tombe,



sur 600 pages dans une langue foisonnante et ininterrompue, une femme habitée par la poésie et la violence. En 2021 déjà, un Haïtien, Louis-Philippe Dalember, avait été finaliste avec "Milwaukee Blues". Mais c'est le Sénégalais Mohamed Mbougar Sarr qui l'avait emporté, avec "La plus secrète mémoire des hommes". Le jury a éliminé deux titres qui paraissaient favoris au moment de la rentrée littéraire, "La Vie clandestine" de Monica Sabolo et "Le cœur ne cède pas" de Grégoire Bouillier. L'Académie Goncourt s'était déplacée à Beyrouth dans le cadre de la première édition d'un festival littéraire organisé par l'Institut français dans cette grande ville francophone. L'annonce a été faite depuis la résidence de l'ambassadrice de

France, Anne Grillo, par le président de l'Académie Goncourt, Didier Decoin, devant des invités triés sur le volet. Decoin a glissé "un mot de remerciement très sincère" pour son hôte. "On est bien, ici", a-t-il lancé. Ce n'était pas l'avis d'autres jurés du prix, qui ont choisi de rester à Paris. La programmation du festival Beyrouth Livres a en effet déplu au ministre libanais de la Culture Mohammad Mourtada, proche du mouvement chiite Amal, un allié du puissant groupe pro-iranien Hezbollah. Il avait annoncé le 8 octobre, dans un communiqué retiré depuis, qu'il "ne permettrai[t] pas à des sionistes de venir parmi nous et de répandre le venin du sionisme au Liban". En réponse, les Français Eric-Emmanuel Schmitt, Pascal Bruckner et Pierre Assouline, et le Franco-Marocain Tahar Ben Jelloun ont renoncé au déplacement. "Je ne me sentirais pas en sécurité dans ce pays où on assassine assez facilement", déclarait lundi 24 octobre sur la radio France Inter Ben Jelloun. Ce dernier est l'une des nombreuses cibles des ennemis d'Israël en raison de ses positions pour une meilleure compréhension entre Arabes et Juifs, et de sa critique du boycott systématique d'Israël.

Story : Un film entièrement filmé en iPhone

Après «Kandisha», «L'Orchestre de minuit» et «16ème épisode», Jérôme Cohen Olivar s'attaque au monde des réseaux sociaux avec «Story», un drame psychologique qui suit une influenceuse célèbre. Influenceuse dans la vraie vie, Asmaa Amrani se prête au jeu. Un jeu dangereux ? Réponse ce 2 novembre, date de sortie du film. La vie d'une célèbre influenceuse prend une tournure tragique lorsqu'elle reçoit un mystérieux cadeau d'une fan. Asmaa Amrani et Lina Sophia Benhamman jouent le jeu dans un film tourné en iPhone pour être dans l'ère du temps et raconter une réalité du moment. « Notre ego a-t-il dépassé les limites du névrotique pour s'étendre plus vastement dans la stratosphère psychotique, avec Facebook, Instagram, Youtube ? S'agit-il toujours de nous-même ou d'un reflet vaguement semblable à qui nous sommes vraiment ? Une espèce d'écho lointain de notre propre existence ? Je n'ai pas la réponse, mais le temps ne joue pas en notre faveur, et c'est pour cela qu'une urgence s'est emparé de moi soudainement et que l'écriture de story s'est faite de façon viscérale, à travers le personnage de cette influenceuse qui a vendu son âme au diable sans savoir que le diable, ce n'est en fait que le reflet de sa propre image » - Jérôme Cohen Olivar.



Le film tourne autour du personnage d'Asmaa Amrani, une influenceuse célèbre et tout semble lui sourire dans la vie. Jusqu'au jour où elle reçoit un cadeau de la part d'une mystérieuse fan qui prétend n'avoir plus que quelque mois à vivre... mais qui est cette fan ? Que veut-elle vraiment ? Alors que la vie d'Asmaa est peu à peu bouleversée, les réponses se dévoilent et la terrifiante vérité est enfin révélée. Jérôme Cohen Olivar passe la majeure partie de son enfance au Maroc où il tourne des petits films d'horreur (d'où le titre de Little Horror Movie) en super 8 mm avant de partir pour Los Angeles. Il fait ses études de collège à l'université de Californie à Los Angeles (UCLA) et plus tard au Lee Strasberg Theater Institute. Son premier court-métrage « Susan susan », une satire sur l'immigration clandestine aux États-Unis, est acheté par Disney. Il produit un premier long métrage intitulé « Unveiled ». Le film n'a pas le succès escompté dans les salles mais se vend bien en vidéo. « Cool crime », une comédie amère sur un gang de fantômes errant dans Los Angeles fait l'ouverture du festival de Palm Springs et permet au réalisateur de signer avec l'agence artistique CAA. En 2008, le réalisateur signe Kandisha, un film fantastique inspiré d'une légende marocaine Aisha Kandisha datant du XXIVe siècle. Le film devient culte. En 2014, Oren Peli, le cinéaste derrière le succès planétaire « paranormal activity » optionne « Little horror movie ». Ne supportant pas le fameux « development hell », Jérôme décide de récupérer son scénario et de le produire lui-même. Jérôme travaille en ce moment sur plusieurs projets dont le très attendu « Autisto ». Asmaa Amrani, née à Fès, a baigné depuis toute petite dans le milieu de la mode. Il faut dire qu'avec une mère couturière, sa vie quotidienne était bercée par le fil et l'aiguille. A l'école, elle avait déjà son propre style et se démarquait largement de ses camarades. Après avoir décroché son bac, elle poursuit des études en hôtellerie de l'air et opte pour Beyrouth. D'aventures en aventures, Asmaa décide alors de retourner à Casablanca où elle ouvre une onglerie tendance, le « Pink bar », un clin d'œil à son amour pour la couleur rose. Ce n'est donc pas un hasard si elle est également home designer puisque les couleurs, les matériaux et les dernières tendances sont son dada. Lina Sophia Benhamman est une jeune actrice de 14 ans, elle est la fille de Heba Farrag (égyptienne) et de Mohammed Larbi Sobhy franco-marocain. Elle est la quatrième de trois frères. Lina Sophia a une véritable passion des arts du cinéma et du théâtre, accumulant la participation à deux films et plusieurs séries télévisées.

Sdérot l'israélienne fête le cinéma marocain



L'édition 2022 du Festival du Film du Sud, prévue du 06 au 10 novembre prochain à la ville israélienne de Sdérot, célèbre le cinéma marocain. « Nous sommes heureux d'accueillir cette année avec les couleurs audacieuses, les images et le charme de la culture marocaine, et de vous présenter un programme spécial sur le cinéma marocain contemporain », ont souligné les organisateurs dans un communiqué.

Au cours de cette édition, des films du réalisateur Hicham El Asri seront projetés en sa présence, en plus d'organiser un colloque sur le cinéma marocain en présence de critiques et cinéastes marocains, ajoute le communiqué. Dans le cadre du Festival du film du Sud, les films réalisés dans le cadre du projet « se souvient de Marrakech » qui traite du thème « Les juifs de Marrakech entre le présent et le passé », seront également projetés. Il s'agit d'une production conjointe de cinq courts métrages documentaires entre l'École des arts audiovisuels de Sdérot, le Programme Maher de l'Université polytechnique Mohammed VI de Benguerir et le Geshar Multicultural Film Fund. Ces courts métrages présentent diverses perceptions et points de vue sur la communauté juive du Mellah de Mar-

rakech, dont il ne reste que quelques-uns. L'accent qui sera mis sur le cinéma marocain au Festival du film du Sud découle de la nostalgie, ajoutent les organisateurs, notant qu'aujourd'hui, une coopération entre plusieurs parties en Israël et au Maroc, privées et publiques, a permis d'entamer le projet « se souvient de Marrakech », en tant que contribution majeure. D'autre part, le festival accueillera des cinéphiles et des spécialistes notamment du Festival de l'Immigration à Agadir. Une séance spéciale de débat sera également organisée sur le cinéma Belaïchi marocain contemporain animée par Samir, et des lectures de poésie seront faites par des poètes israéliens d'origine marocaine animées par le poète et doyen de l'École des arts audiovisuels de Sdérot Sami Shalom Chetrit, selon la même source. D'autre part, la réalisatrice Simone Bitton, qui présentera son nouveau film « Visite », participera au Festival du Film du Sud, précise le communiqué, faisant savoir que le festival proposera également une avant-première de courts métrages de l'École Supérieure des Arts Visuels de Marrakech, en présence de Vincent Meilli, directeur de l'école. La réalisatrice Izza Genini sera l'invitée aussi d'honneur du festival pour parler de son expérience de juive marocaine, en tant que cinéaste dans les villages et les montagnes du Maroc.

Les arts plastiques s'offrent leur Prix national

Le ministère de la Jeunesse, de la Culture et de la Communication - Département de la Culture- a annoncé vendredi dernier l'ouverture des candidatures pour la première édition du Prix national des arts plastiques au titre de l'année 2022 dans toutes les régions du royaume. Les candidatures pour participer au «Prix national des arts plastiques» sont ouvertes du 26 octobre au 26 novembre 2022, souligne le ministère dans un communiqué, expliquant que cette manifestation vise à motiver les artistes et à encourager les artistes à la créativité et les inciter à poursuivre leurs efforts innovants voire découvrir les énergies nationales parmi les jeunes tout en

leur allouant un soutien financier et médiatique. «Le Prix national des arts plastiques» comporte les catégories suivantes : Le Prix national des jeunes artistes peintres âgés de 18 à 30 ans, une compétition initiée en deux phases dans le cadre des rencontres régionales organisées par le département de la Culture, souligne le communiqué, expliquant que la première est organisée lors des rencontres régionales organisées au niveau de chaque direction régionale, alors que la deuxième est destinée aux gagnants des rencontres régionales qui concourront au cours de la rencontre nationale des jeunes artistes plasticiens pour le Prix national des artistes. Une cérémonie de remise de

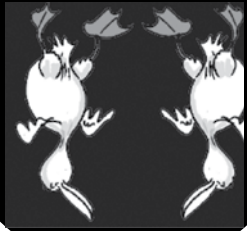
prix sera organisée vendredi 23 décembre 2022, au cours de laquelle les gagnants des rencontres régionales des jeunes artistes peintres remporteront 30000 DH (1er prix), 20.000 DH (2ème prix) et 10.000 DH (3ème prix). Pour le Prix national des jeunes artistes peintres, les gagnants emporteront 100.000 DH (prix national d'excellence), 60.000 DH (prix national d'excellence) et 40.000 DH (prix national d'encouragement) Le prix national de la photographie artistique s'ouvre, quant à lui, aux candidats de plus de 18 ans, et comporte un premier prix doté de 60.000 DH, un deuxième prix doté de 50.000 DH et un troisième prix de 40.000 DH.



Et BATATI ET BATATA



Bizarre



Joe Biden déboussolé

Lors d'une cérémonie organisée à la Maison-Blanche, lundi 24 octobre, Joe Biden a abordé la nomination de Rishi Sunak comme Premier ministre du Royaume-Uni. Mais la langue du président américain a hélas fourché en prononçant le nom du politicien. Joe Biden donnait un discours à l'occasion de la fête hindoue de Diwali, rapporte le Huff-Post. « Aujourd'hui, nous apprenons qu'au Royaume-Uni, Rishi Sanouk est désormais Premier ministre », a déclaré le président. Si l'erreur a glissé sans problème sur le moment, elle a rapidement fait parler d'elle sur les réseaux sociaux et dans les médias.

À 79 ans, Biden est hélas connu pour des moments d'égarement ou de confusion un peu trop fréquents au goût de certains. Les Républicains profitent de chacun de ces instants pour démontrer que le président est trop âgé et n'a plus la constitution suffisante pour diriger le pays.

En mars 2022, Joe Biden a appelé Kamala Harris, sa vice-présidente, « First Lady ». Fin septembre dernier, il a également interpellé dans un discours une élue américaine qui était décédée quelques semaines plus tôt, rappelle le HuffPost. Et le même jour que son erreur de prononciation sur Rishi Sunak, le président a été filmé dans un moment de confusion dans les jardins de la Maison-Blanche.

Japon : Des pâtisseries en plastique vendues par erreur

Comme on dit... ce n'est pas de la tarte. Au Japon, les représentations de plats en plastique sont une industrie de plusieurs millions de dollars. Mais samedi 22 octobre, des fausses tartes aux œufs de la société Andrew's Egg Tart, basée à Osaka, ont été vendues à des clients par accident. Les pâtisseries étaient si convaincantes que même le personnel n'a pas pu faire la différence et en a involontairement vendu cinq à deux clients dans un stand éphémère près d'une gare de Tottori, dans l'ouest du pays. « Nous sommes vraiment désolés d'avoir vendu ces échantillons par erreur », a déclaré mercredi un représentant de l'entreprise. Un employé s'est rendu compte de l'erreur peu après la vente et les clients ont par chance rendu les fausses tartes au stand avant de prendre une première bouchée potentiellement douloureuse. Des autocollants seront désormais utilisés pour distinguer les vraies tartes des desserts en plastique afin d'éviter de nouveaux incidents.

Le doyen des crado tire sa révérence

Amou Haji, qui ne s'est pas lavé pendant plus d'un demi-siècle, est mort dimanche 23 octobre dans le village de Dejgah, dans la province de Fars, a rapporté l'agence de presse iranienne Inna. Selon un responsable local cité par l'agence, il évitait de prendre un bain par crainte de « tomber malade ».

L'étrange vie d'Amou Haji, qui était célibataire, a été réalisé sur sa vie en 2013, d'après les médias locaux « Pour la première fois il y a quelques mois, des villageois l'avaient emmené aux toilettes pour se laver », a souligné Inna. Bain fatal ?



Rigolard



***Un astronaute qui commet un crime dans l'espace sera-t-il puni ?**
Non, parce que c'est un crime sans gravité !

***Pourquoi la professeure de physique a-t-elle rompu avec le professeur de biologie ?**

Parce qu'il n'y avait pas chimie entre eux.
***Une blonde entre dans un magasin et dit au vendeur : - Dites, pourquoi vos chapeaux sont si grands ? - Parce que vous êtes au rayon abat-jour, mademoiselle.**

***Écoute, dit une maman à sa fille, si tu n'es pas sage tu iras en enfer et si tu es sage tu iras au paradis. Celle-ci lui répond : - Et qu'est-ce que je dois faire pour aller au cirque ?**

***Dans le train, le contrôleur annonce à une dame : - Madame, votre billet n'est pas valable dans les trains à grande vitesse. - Eh bien, dites au conducteur de ralentir, je ne suis pas pressée.**

***En plein hiver, dans un hôtel pas chauffé, un vieux client demande sa note. - Vous n'êtes pas bien ici ? s'étonne le patron? - Non, répond le client. J'ai entendu mon dentier claquer dans son verre toute la nuit !**

***Sandra et Simon se disputent furieusement sur la table du petit déjeuner. "Oh, tu es si stupide !", crie Simon à sa sœur. "Simon!" dit le père, "ça suffit, maintenant dis-lui que tu es désolé!" "D'accord" dit Simon, "Sandra je suis désolé que tu sois si stupide."**

***Le petit Ernie, le garçon de cabine, demande à John Silver, le pirate, comment il a eu sa jambe de bois.**

"Ah, c'était un boulet de canon, mon garçon", répond Silver.

"Et pourquoi as-tu un crochet au lieu d'une main ?" demande Ernie.

"Ah, un sabre" répond John.

"Et comment as-tu perdu tes yeux ?"

"Ah, une mouette m'a chié dessus".

"Mais ça ne peut pas t'enlever un œil !" s'exclame Ernie.

"Si, quand on oublie qu'on a un crochet à la place de la main" répond John.

***Alors que le dernier soldat était sur le point de sauter de l'avion, il a paniqué, a attrapé son sergent et lui a dit :**

***Un soldat parachutiste à son chef :**
- "Que se passe-t-il si mon deuxième parachute ne s'ouvre pas non plus ?"

- "Ne vous inquiétez pas", a déclaré le sergent avec un sourire. "Revenez simplement et je vous en donnerai un nouveau !"

***Allô la police ? Il y a un fou qui s'est échappé !**

- Vous pouvez le décrire ?

- Il est chauve avec les cheveux en bataille !

- On ne peut pas être chauve avec les cheveux en bataille, monsieur !

- Puisque je vous dis qu'il est fou !

***Monsieur Durand, j'ai étudié ce cas de divorce avec attention" dit le juge aux Affaires Familiales "et j'ai décidé de donner à votre épouse 600 € par semaine". C'est très équitable votre honneur" répondit le mari. "Et de temps en temps je vais moi aussi essayer de lui envoyer quelques centaines d'euros.**

A VENDRE

Appartement bien entretenu deuxième main

Superficie 128 m²

sur boulevard de la Résistance, près 2 mars à Casablanca.

Grand salon + 2 pièces.
Bien aéré et ensoleillé.
Situé au dernier étage (7ème). Sans vis-à-vis.
Doté d'une terrasse vue sur mer.

Contact:
0661252000

LOUONS DES BUREAUX DE TOUTES SUPERFICIES

Angle boulevard de la Résistance, Rond-point d'Europe et Boulevard Zerktoni
Contactez-nous au 0661177444





L'OPTICIEN QUI SUBLIME VOTRE **REGARD**

DES PRIX TENDRES À VOUS
CHATOUILLER **LES YEUX**

SOYEZ LES PREMIERS À EN PROFITER

LUNETTES TENDANCE DES GRANDES MARQUES ET DES CRÉATEURS

Angle Moulay Driss 1er et rue L'ysier - Casablanca • Tél : 05 22 82 90 21 • Fax : 05 22 82 89 33 • www.chicoptique.ma